

Plusieurs personnes condamnées pour triche au Bac

P. 4



Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

«COOPÉRATION
STRATÉGIQUE
APPROFONDIE»
ENTRE LES DEUX PAYS

Tebboune en Russie

Lire l'article de El-Houari Dilmi et R. N. page 3

Notre supplément
**AUTOUR
DU MONDE**
Avec la
collaboration de

P. 8 & 9

PROJECT
SYNDICATE

AN ASSOCIATION
OF NEWSPAPERS
AROUND THE WORLD

Une mondialisation
fragmentée



PAR MOHAMED
A. EL-ERIAN

Président du Queens' College
de l'Université de Cambridge,
et professeur à la Wharton School
de l'Université de Pennsylvanie

Des faits pour l'égalité



PAR ATIYA
ANIS

Chercheuse de Salzburg Global,
Ex-directrice principale d'TWWAGE,
une initiative pour la promotion
des moyens efficaces d'intégration
des femmes et des jeunes filles
dans l'économie

ALGER, KHENCHELA

Plus de 3,4 kg de cocaïne saisis

P. 4



RISQUES DE CATASTROPHES

Passer de la gestion de crise à une approche prospective

Lire l'article de A. Z. page 4

Préservation des terres agricoles
**La création
d'un marché
du foncier s'impose**

«Le problème de la durabilité, c'est la taille des exploitations agricoles. Nous n'arrivons pas à mettre en œuvre des stratégies durables qui préservent la nature et les ressources, dont le sol est la ressource la plus vulnérable, le support de tout développement agricole, de sécurité alimentaire et de souveraineté nationale», a déclaré, hier, Mohamed Yazid Hambli, président de la chambre nationale d'agriculture, sur les ondes de la chaîne 3 de la radio nationale.

R. N.

L'intervenant explique que lorsqu'il est question de «terre agricole», il faut prendre en compte «la totalité de la superficie» qu'elle soit «du domaine privé ou public». «Pour l'Etat, la terre c'est la production agricole. Quelle que soit sa nature. Il faut donc préserver tous types de terres, y compris les terres 'melk', car le propriétaire a le droit d'usage, c'est tout. L'Etat a le droit de regard sur les terres parce qu'il s'agit d'un outil de production». A ce propos, il rappelle que sur les 2 millions de terres agricoles, les terres «melk» «représentent près de 70% de cette superficie», d'où la nécessité d'une «véritable stratégie de développement et de préservation des terres en termes de réglementation». «Je pense qu'il faut aller vers la création du marché du foncier en Algérie. Il n'y a pas de transactions. Et quand elles existent, sur les terres 'melk', elles sont loin du contrôle de l'Etat. Alors que c'est nécessaire pour la gestion et la préservation des terres agricoles», ajoute l'intervenant. M. Hambli cite l'expérience des Pays-Bas qui «ont dépensé des milliards d'euros pour gagner des terres agricoles sur la mer». «Nous avons un patrimoine à préserver et à moindre coût. Alors que des Etats dépensent beaucoup d'argent

pour créer de la terre», dit-il encore, tout en insistant sur l'idée de «création du marché foncier agricole». Selon l'intervenant, la porte d'une «gestion durable» du foncier agricole est la réglementation. «Le grand problème de la gestion durable c'est le morcellement. Plus de 80% de nos exploitations agricoles ont une taille inférieure à 8 hectares. Voilà pourquoi on ne peut pas parler de stratégie de développement et de préservation. Parce que la taille est très importante. Pour appliquer une agriculture durable et revenir à une agriculture ancestrale qui préserve les ressources, mais avec des outils modernes, nécessite une augmentation de la taille des exploitations», note l'intervenant. Outre le «droit de regard» de l'Etat sur les terres agricoles privées (de type melk ou arch), le président de la chambre nationale d'agriculture affirme aussi la nécessité de «la restauration et la gestion des parcours steppiques parce qu'il s'agit d'un écosystème très fragile et qu'il faut préserver absolument par une véritable stratégie». Dans cette stratégie, il préconise de trouver des solutions au «morcellement de terres 'melk' qui ne permet pas une exploitation rationnelle ni d'appliquer l'itinéraire technique comme la rotation». D'où la nécessité, dit-il, «d'augmenter la taille des exploitations».



ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Voile levé

L'intérêt du Maroc réside dans le maintien des tensions et des conflits au niveau des frontières partagées par l'Algérie avec ses voisins au sud et à l'est. Il ne s'agit ni d'une vue de l'esprit ni d'une aversion gratuite contre le voisin de l'Ouest, qui n'en finit pas d'étaler, au grand jour, les preuves l'incriminant dans cette sale et vicieuse besogne. Sans parler des tentatives de fourrer son nez dans la crise malienne, le Maroc se présente comme médiateur dans le dossier libyen, alors qu'en vérité, il ne fait rien d'autre que provoquer les divisions et les tensions pour faire perdurer le conflit, uniquement pour que l'Algérie ne connaisse pas de tranquillité dans cette région frontalière. Et les souffrances du peuple libyen, qu'en fait-il ? Marcher sur leurs cadavres pour faire du mal à l'Algérie, telle est la devise immorale du Makhzen. Dans une analyse parue dans notre édition du 11 juin 2023, sous le titre : «A quoi joue le Maroc ?», on s'interrogeait pourquoi le Maroc s'entête-t-il à reproduire les échecs, depuis 2015, dans ses tentatives de se présenter comme médiateur actif dans la crise libyenne ? Les discussions entre les parties libyennes à Skhirat et à Bouznika n'ont jamais abouti à quelque chose de bon, et on expliquait dans ce sillage que le Maroc, contrairement à ce qu'il laisse apparaître, ne cherche pas à rapprocher les positions entre les parties libyennes, ou arriver à créer une entente entre eux, afin que les Libyens puissent savourer un climat de paix et de sécurité après douze ans d'instabilité et de violences, mais tout ce qui l'intéressait dans l'organisation de ces rounds de discussions entre les Libyens, c'est comment influencer sur le cours des événements pour que ce conflit perdure. Car, à travers

l'instabilité en Libye, le Maroc vise l'Algérie, de sorte qu'elle soit confrontée à la gestion des problèmes sécuritaires au niveau de ses frontières avec ce pays, à l'est. Le makhzen est prêt à s'allier au diable pour que l'Algérie ne trouve aucune tranquillité à ses frontières, toutes ses frontières. Et, il ne s'agit pas de lectures sceptiques mais de témoignages confondants qui confortent cette vision. Après quinze jours de négociations dans le cadre du comité mixte dit 6+6, engageant le président du Parlement, Aguila Salah Issa et le président du Haut Conseil d'Etat, Khaled el-Michri, à Bouznika, le Maroc annonçait pompeusement, le 4 juin dernier, que les parties libyennes sont arrivées à la signature d'un «accord» sur les lois électorales. Mais, de l'aveu des premiers concernés, cet «accord» est plutôt une bombe à retardement. Dans ce cadre, le président du Parlement libyen, Aguila Salah Issa, a fait une déclaration tonitruante lors de l'ouverture d'une session plénière dans la ville de Benghazi, lundi 12 juin, en soutenant que la loi électorale approuvée par le comité 6+6, il y a une semaine, dans la ville marocaine de Bouznika comprend des points qui visent à faire «avorter le processus électoral». Après avoir exprimé ses réserves à propos de l'accord de Bouznika, il a particulièrement critiqué le point concernant la tenue d'élections présidentielles en deux tours, et ce, même si un candidat obtient 99% des voix et le second 10%. «Cette loi est sans précédent et n'a été adoptée dans aucun pays du monde», a-t-il fustigé cette loi électorale, notant qu'«il n'y a aucune justification pour faire des élections présidentielles à deux tours, sauf le fait de créer des troubles et des tensions dans le pays». Voile levé sur les véritables desseins du Maroc en Libye.

Développement de l'hydrogène

L'Algérie peut devenir un acteur régional majeur

Les participants à un atelier d'experts sur le développement de l'hydrogène renouvelable, tenu mardi à Alger, ont relevé les fortes potentialités et les atouts de l'Algérie, lui permettant de devenir un acteur régional majeur dans cette filière.

Dans ce cadre, le secrétaire général du ministère de l'Energie et des Mines, Abdelkrim Aouissi, a souligné dans une allocution lors des travaux de cet atelier, co-organisé par son département ministériel et l'Union européenne (UE) au Centre international des conférences (CIC), que «l'Algérie dispose de plusieurs atouts pour être un acteur régional majeur en matière de développement de l'hydrogène, notamment vert». Parmi ces atouts, il a cité la position géographique de l'Algérie et son étendue avec un gisement solaire des plus importants au monde, sa proximité des marchés européens, ses réseaux et infrastructures de transport qui cons-

tituent «des avantages comparatifs pertinents».

Affirmant que l'Algérie ambitionne de devenir un acteur «important» dans la production et la commercialisation de l'hydrogène, M. Aouissi a rappelé que cette ambition s'est traduite par l'élaboration et l'adoption par le gouvernement d'une stratégie pour le développement de cette filière, dont la mise en œuvre a été confiée au ministère de l'Energie et des Mines et dont les bases institutionnelles «seront mises en place prochainement en tenant compte des discussions que nous avons déjà tenues avec certains partenaires européens».

Cependant, a-t-il noté, le développement de l'hydrogène nécessite «la convergence de plusieurs facteurs notamment la préparation du capital humain, le transfert technologique et le financement, mais surtout la création d'un marché transparent et compétitif».

En outre, M. Aouissi a indiqué que l'Algérie

compte lancer des projets pilotes pour tester les différentes technologies et approches pour la production, le stockage et la distribution de l'hydrogène. «Ces projets pilotes constitueront une base pour le déploiement à plus grande échelle de l'hydrogène dans le pays», a-t-il dit, citant parmi ces projets pilotes, celui de fertilisants à Arzew (Oran).

M. Aouissi s'est dit «convaincu que l'Algérie et l'Europe, de par leur proximité géographique, pourront ensemble assurer l'approvisionnement de leurs marchés énergétiques et réussir ainsi leur transition énergétique».

De son côté, l'ambassadeur de Suède en Algérie, Bjorn Haggmark, dont le pays assure la présidence du Conseil de l'UE, a affirmé que l'Algérie, qui est un fournisseur d'énergies fossiles «important et très fiable» de l'Europe, dispose d'atouts considérables pour devenir «un leader global dans la production de l'hydrogène

ne renouvelable». M. Haggmark a souligné dans ce sens la prédisposition de l'UE à «travailler avec l'Algérie dans le secteur de l'hydrogène vert, dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant». L'Atelier d'experts sur le développement de la filière de l'hydrogène renouvelable qui intervient dans le cadre de la coopération algéro-européenne a réuni de nombreux experts algériens et européens et des responsables d'entreprises et organes publics concernés par le développement de l'hydrogène vert.

Les participants ont présenté à cette occasion les stratégies de l'Algérie et de l'UE de développement de l'hydrogène renouvelable, ainsi que le cadre réglementaire et les mécanismes incitatifs pour le développement de cette nouvelle filière. Les infrastructures de production, de transport et de distribution de l'hydrogène sont également au cœur de cette rencontre, organisée en trois panels.

Le Quotidien D'ORAN Edition Nationale d'Information Editée par la SPA ORAN - PRESSE au Capital de 195.923.000,00 DA	Président Directeur Général Directeur de la Publication Mohamed Abdou BENABBOU	Direction - Administration Rédaction centrale 63, Ave de l'ANP - Oran B.P.N°110 - Oran Tél. 041.23.25.22 23.25.23 / 23.25.24 23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15	Fax Pub: 041.23.25.21 Fax et Rédaction: 041.23.25.20 Imp.: Oran : imprimerie "Le Quotidien d'Oran" Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran" Constantine : S.I.E.	INTERNET: http://www.lequotidien-oran.com E-mail : infos@lequotidien-oran.com publicite@lequotidien-oran.com admin@lequotidien-oran.com lequotidiendoran@yahoo.fr	
				Rédaction Algéroise Tél.: 021. 64.96.39 -Fax : 021. 61.71.57 Pub Tél.: 021. 64.96.44	Rédaction Constantinoise Tél. : 031.92.12.11 Fax : 031.92.12.22
				Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE	

«Coopération stratégique approfondie» entre les deux pays Tebboune en Russie

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a entamé, hier mardi, une visite d'Etat de trois jours, du 14 au 16 juin, à la Fédération de Russie à l'invitation de son homologue, Vladimir Poutine, dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale entre les deux pays amis.



El-Houari Dilmi et R. N.

Le Président Tebboune participera, lors de cette visite aux travaux du Forum économique international qui se tiendra dans la ville de Saint-Petersbourg. En marge de cette visite, se tiendra également le forum d'affaires algéro-russe, auquel participeront des hommes d'affaires et des dirigeants de grandes entreprises économiques des deux pays. En visite en Algérie le 15 mars dernier, la présidente du Conseil de la Fédération de Russie, Valentina Matvienko, avait remis au Président Tebboune, un message de son homologue russe, Vladimir Poutine l'invitant officiellement à effectuer une visite en Fédération de Russie. La responsable russe avait réitéré, à cette occasion, le soutien de son pays à l'adhésion de l'Algérie aux BRICS. «L'Algérie souhaite rejoindre les BRICS et nous, en Russie, soutenons cette démarche», a-t-elle dit, relevant avoir exprimé au Président Tebboune ses vifs remerciements «pour la position pondérée de l'Algérie vis-à-vis des événements aux niveaux régional et international, et pour son attachement aux bonnes relations avec la Fédération de Russie».

La responsable russe a, en outre, appelé, à «la préservation de cette bonne relation unissant les deux pays», mettant en avant «les belles opportunités d'élargissement de la coopération dans différents do-

maines tels que l'énergie, les transports, l'agriculture, les infrastructures, l'éducation, la culture et l'industrie pharmaceutique au mieux des intérêts des deux pays».

«La coopération entre l'Algérie et la Russie n'est pas adressée contre un pays quelconque. Il s'agit d'une coopération pour le développement de nos intérêts et relations», a tenu à préciser Mme Matvienko.

«Nous saluons hautement et nous partageons avec l'Algérie le principe de non-ingérence dans les affaires internes des pays et le droit des peuples à l'autodétermination», a affirmé la responsable russe, soulignant que son pays plaide pour «un monde multipolaire, plus juste et plus démocratique».

Et de poursuivre que «la convergence des positions des deux pays à ce sujet constitue une base solide de coopération dans les fora internationaux, notamment au niveau de l'ONU». Mme Matvienko a relevé que «les relations bilatérales jouent un rôle important dans la stabilité et l'équilibre du marché mondial de l'énergie», mettant en avant «la densité de la coopération entre les deux pays dans le cadre de l'OPEP + et du Forum des pays exportateurs de Gaz».

Le 31 janvier dernier, lors d'un entretien téléphonique entre le président Tebboune et son homologue russe, Vladimir Poutine, les relations unissant les deux pays ont été abordées ainsi que les perspectives de coopération énergétique.

Oran «Usine Fiat Algérie : les travaux sont à 60%»

Le taux d'avancement des travaux de réalisation de l'usine «Fiat-Algérie» a atteint les 60%, a déclaré, hier mardi, le wali d'Oran, Saïd Sayoud. Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite sur le chantier pour l'installation des entreprises chargées de l'aménagement extérieur du site, le wali d'Oran a indiqué que les travaux connaissent «un taux d'avancement très rapide, en prévision de la sortie du premier véhicule d'ici à la fin de l'année en cours ou le début de l'année prochaine», a-t-il affirmé.

A l'adresse des entreprises chargées des travaux d'aménagement extérieur du site, le premier responsable de la wilaya d'Oran, a surtout insisté sur le respect strict des délais contractuellement fixés. Ces travaux doivent démarrer alors que l'usine automobile et sa zone d'extension ont déjà été dotées des réseaux électrique, d'eau potable et de connexion Internet.

Saïd Sayoud a également expliqué qu'outre la première assiette d'une superficie de 40 hectares qui accueille l'usine automobile, deux autres ter-

rains de 40 hectares chacun sont réservés à l'extension de l'usine et l'accueil des entreprises de sous-traitance dans le domaine du montage automobile. L'usine automobile permettra la création de plus 3000 emplois directs et indirects lors de son entrée en exploitation, a encore indiqué le wali d'Oran, ajoutant qu'une cellule de suivi a été installée sur chantier, «pour accompagner l'avancement des travaux et de lever toute contrainte susceptible des les entraver».

E. H. D.

Raïna Raïkoum

El Yazid Dib

Quand on n'est plus quelqu'un, mais quelconque

On ne tire ni sur les ambulances, ni sur les cortèges funéraires.

On tire seulement une sonnette d'alarme ou une chaise d'eau pour alerter ou rincer certaines mémoires oubliées.

Je l'ai trouvé blasé du mal de la fonction. Rasant les murs par un pas peu studieux. Il n'avait pas l'air d'avoir connu un jour les solennelles mondanités, ni les voitures rutilantes. Il était là, seul, ramassant toutes ses impressions, dans une rue qu'il n'avait plus fréquentée depuis son accession au podium de ceux qui se croyaient éternels. Mains derrière un dos qui n'est plus droit, regard perdu dans l'espace de ses semelles, il semblait être écrasé, comme s'il avait hérité les soucis de Poutine ou les délires de Biden ou tel cet armateur qui avait vu ses bateaux et toutes leurs cargaisons engloutis par les vagues scélérates. Il m'aborda avec un sourire absent, un sourire que rien ne justifie, presque gratuit qu'il tenait à distribuer à tout bout de champ. Ce sourire, pourtant n'était pas sa tasse de café lorsqu'il était aux commandes de sa wilaya. Il le prenait à l'époque non pas comme un signe de modestie ou de gentillesse mais comme un signe de faiblesse et d'absence de fermeté. A ce niveau de hiérarchie, l'on ne sourit pas, on brille ardemment ses yeux pour en éjecter, croit-on, le respect.

Il marchait comme un intrus, telle une ombre provenant d'une sphère officielle voulant se projeter dans un milieu citoyen, fui voilà des années. Il lui était difficile de réintégrer son anonymat initial après une mise volontaire

sous les feux de la rampe.

- Wech, la fonction vous a achevé ? Lui dis-je, sans descendre de ma voiture, en garant juste à ses côtés. Car je l'ai connu quand il n'était qu'un simple petit

poussin picorant quelques grains dans les paumes de seigneurs maintenant disparus.

- Chkoun? Yazid ? me lança-il, tout gêné, emboîté, confus.

- Waw ! Tu te rappelles maintenant de moi !

Il ne savait plus justifier les impairs, ni accuser le temps. Il se suffisait à sourire et encore sourire. Il a perdu toute l'architecture des simples dialogues amicaux. Il encaisse, il écoute et rumine en silence sa nostalgie. Fini, pour lui le temps où son ton n'était qu'ordre et réprimandes. Où la vie le portait au firmament, jusqu'au reniement de son rang d'origine.

- Oui khouya, on est foutu, on ne sait plus comment tout s'est passé, me murmura-t-il en guise de réponse. C'était très dur et trop vite, on voguait sans destination. On croyait préserver une certaine autorité, avoir un certain rôle, faire la république mais finalement on n'a récolté que maladies, solitude et les regards différents des gens et même des nôtres.

Voilà un aveu que d'autres n'oseront faire, préférant s'emmurer loin de leur patelin, dans le creux de la capitale, là où pensent-ils passer incognito. Raser inconnus, les murs d'Alger serait plus clémente qu'exhiber sa face dans son douar. ... Lui, au moins a tenté à sa décharge de se rappeler ses oublis et d'amadouer ses regrets. Et c'est ainsi, qu'il faut toujours éviter de se constituer prisonnier de ses propres circonstances et ne jamais oublier ses propres provenances.

Révision du Code de procédure pénale Améliorer la performance de la justice et simplifier les procédures

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, a affirmé lundi que le projet de révision du Code de procédure pénale tendait à améliorer la performance de la justice à travers la simplification des procédures de justiciabilité et l'allègement de la pression sur le magistrat et le justiciable.

Présentant le projet de loi devant la Commission des affaires juridiques et administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Tabi a précisé que «l'élaboration dudit projet de révision intervient dans le cadre du plan d'action du Gouvernement, notamment dans son volet lié à l'amélioration de la performance de la justice, et de la mise en œuvre des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de simplifier les procédures de justiciabilité et de trouver des

mécanismes permettant de trancher les affaires simples afin d'atténuer la pression sur le magistrat et le justiciable».

«La réforme de la justice constitue un des axes principaux du programme du président de la République visant à garantir son indépendance et sa modernisation à travers la numérisation, revoir les modes de fonctionnement et de gestion des instances judiciaires et assurer un traitement équitable à tous devant la justice», a-t-il ajouté.

Après avoir souligné l'importance du Code de procédure pénale comme «un des moyens les plus importants pour assurer la sécurité juridique», le ministre a indiqué que la multiplicité des amendements introduits à ce code, qui s'élèvent à 26, a affecté sa cohérence, ce qui nécessite l'élaboration d'un nouveau texte de loi qui préserve et renforce les acquis prévus dans l'Ordonnance de 1966

par de nouvelles dispositions à même d'en faire un code pionnier en adéquation avec l'évolution de la société».

Ce texte tend à protéger les responsables locaux, en ce sens qu'il prévoit une distinction entre erreur de gestion et faute pénale, en recueillant l'avis de la tutelle de l' élu local avant d'intenter toute action en justice, en cas d'acte susceptible d'être lié aux actes de gestion, et en ne comptant pas sur des lettres anonymes pour diligenter des enquêtes.

Le projet de loi propose également de mettre en place un «système d'alerte», en permettant au procureur de la République de saisir le contrevenant en cas de litiges mineurs, outre l'allègement des procédures de réhabilitation pour les condamnés à une amende seulement.

Concernant la réforme du tribunal correctionnel, le ministre a précisé que le tex-

te proposait d'abandonner le système des jurés et le système de questions-réponses fondé sur la conviction personnelle, et stipulait un jugement pénal fondé sur les dispositions constitutionnelles.

Le même texte vise, par ailleurs, à «renforcer les garanties d'un procès équitable devant le tribunal correctionnel, en proposant une révision de la composition de ce tribunal à travers la consécration de la justice collective», a-t-il expliqué.

Il s'agit, à ce propos, de renforcer les droits et libertés individuels, notamment en établissant le droit de faire appel de toutes les décisions pénales, outre la réorganisation des pôles judiciaires pénaux, la définition de leurs compétences, et la consolidation des procédures d'investigation et d'enquête pour les crimes graves, a conclu le ministre.

Risques de catastrophes Passer de la gestion de crise à une approche prospective



A. Z.

Le Délégué national aux risques majeurs au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, le Dr Abdelhamid Afra, a révélé, hier mardi, que les risques de catastrophes coûtent au Trésor public environ 35 milliards de dinars par an, ce qui nécessite une révision complète du système législatif pour les risques majeurs. « Le nouveau projet de loi, qui inclut les règles de prévention, d'intervention et de réduction des risques de catastrophe, permettra de passer d'une approche réactive et de gestion de crise à une approche prospective plus efficace et moins coûteuse », a soutenu M. Afra lors de son passage à l'émission « l'invité du matin » de la chaîne Radio 1. Ajoutant que « la décision d'élaborer une nouvelle loi relative à une révision complète du système législatif pour les risques majeurs a été prise après une série de réunions, de discussions et de consultations, en coordination avec toutes les parties concernées, y compris des chercheurs universitaires et la société civile, en plus du secteur privé et de tous les secteurs ministériels concernés ». Dans ce sillage, il a indiqué que « les travaux ont débuté en mars 2021 après l'organisation d'un forum national qui a connu la participation de plus de 300 experts, ce qui a permis de formuler de nombreuses recommandations, notamment la révision de la loi 20-04 relative à la prévention des risques majeurs et à la gestion des catastrophes dans le cadre du développement durable ». Et, dans le même contexte, l'intervenant a relevé qu'« un groupe de travail composé de divers experts a également été mis en place; ils ont d'abord préparé un avant-projet pour réviser les dispositions de la loi sur la prévention des dangers majeurs, mais finalement, il a été décidé d'élaborer une nouvelle loi qui comprend 35 nouveaux articles ». Tout en soulignant que « la nouvelle loi a été élaborée en consultation et en partenariat, ainsi qu'avec la contribution de nombreux experts, conformément au nouveau Cadre de Sendai, qui a proposé une nouvelle approche et vision qui passe de la gestion des catastrophes à la gestion des risques de catastrophe dans le but d'atténuer et de réduire les dommages ».

INTEMPÉRIES : 47 PERSONNES SECOURUES ET DES ROUTES FERMÉES

Notant que le nord du pays reste marqué par des intempéries qui maintiennent en alerte les services de la protection civile, les services de sécurité et le secteur des travaux publics. Hier mardi, un communiqué de la protection civile a fait état du sauvetage de quarante-sept (47) personnes en situation de danger suite aux intempéries enregistrées ces dernières 24 heures, dans des interventions opérées dans les wilayas de M'sila et Ouled Djellal. Les unités d'intervention de la protection civile ont effectué, en outre, plusieurs opérations d'épuisement et de pompage des eaux pluviales infiltrées à l'intérieur d'habitations ou stagnant sur des axes routiers au niveau de plusieurs wilayas, ajoute la même source. Les services de la protection civile ont procédé, ainsi, au dégagement de 11 moyens de locomotion (5 véhicules légers, 2 bus de transport de voyageurs et 4 camions) bloqués suite à la montée du niveau des eaux à travers les wilayas de M'sila, Oum El Bouaghi et Ouled Djellal, précise-t-on.

Les intempéries ont, également, provoqué des effondrements dans les wilayas de Constantine, Khenchela et Biskra, où une femme a été blessée suite à l'effondrement du toit d'une habitation précaire dans la commune de Biskra, indique la même communiqué.

La Gendarmerie nationale, qui appelle les automobilistes à la prudence dans leurs déplacements, signale à travers son site 'Tariki' que plusieurs routes ont été coupées ou connaissent des perturbations de la circulation dans ces régions touchées par de fortes précipitations ces dernières 24h. A l'exemple de la RN 46, reliant M'sila à Ouled Djellal, qui a été coupée à la circulation au niveau de la sortie sud de la commune de Boussaada à la suite de la montée des eaux. Même topo pour la RN 89 entre M'sila et Djelfa, où la circulation est très difficile sur le tronçon reliant les communes El Hamel et Ain El Melh, selon la même source. Ainsi que la RN 45 coupée à la circulation sur le tronçon reliant les wilayas de M'sila et Bordj Bou Arréridj.

Loi relative à l'Information

APN: Le vote sur l'article 22 contesté reporté

L'Assemblée populaire nationale (APN) a reporté mardi, à une date ultérieure, la séance de vote sur l'article 22 contesté de la loi organique sur l'information.

Lors de cette plénière tenue en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Besma Azouar, le Président de la chambre basse, Brahim Boughali, a fait savoir que la séance de vote sur l'article 22 contesté de la loi organique sur l'information, avait été reportée à "une date ultérieure pour défaut de quorum". La Commission de la culture, de la communication et du tourisme de l'Assemblée populaire nationale (APN) avait tenu une réunion consacrée à l'examen des 54 amendements

proposés au projet de loi organique relatif à l'information.

En effet, la nouvelle loi sur l'information s'inscrit dans le cadre de la concrétisation d'un des 54 engagements du président de la République, visant la concrétisation de la liberté et le pluralisme de la presse tout en assurant les règles de professionnalisme et la déontologie pour en faire un pilier de la pratique démocratique. Mars dernier, les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) avaient adopté le projet de loi organique relatif à l'information en supprimant l'article 22.

A l'issue de la séance du vote, le ministre de la Communication avait affirmé que le texte de loi re-

latif à l'information devra "contribuer à l'édification d'un système juridique fort qui consolide la liberté d'expression et garantit le droit du citoyen dans l'accès à l'information fiable". Pour le ministre, les dispositions contenues dans le texte de loi "garantissent l'exercice médiatique libre et responsable dans le respect de la Constitution et des lois de la République, et permettent de consolider le professionnalisme dans le domaine de l'information, et ce en remédiant aux dysfonctionnements et insuffisances contenues dans les précédentes lois", ce qui contribuera, avait-il dit, à "l'édification d'une presse libre et intègre dans l'Algérie Nouvelle".

Alger, Khenchela

Plus de 3,4 kg de cocaïne saisis

Des unités de la Gendarmerie nationale (GN) ont démantelé, à Alger, une bande composée de vingt-deux (22) individus activant dans le trafic de drogues avec la saisie de quantités considérables de cocaïne, de kif traité et de comprimés psychotropes, a indiqué lundi un communiqué des services de la GN. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité, toutes formes confondues, et suite à des informations parvenues aux services de la GN concernant une bande criminelle transfrontalière activant dans le trafic de drogues et de psychotropes à Alger et dans les wilayas avoisinantes, des investigations ont été lancées et se sont soldées par l'identification des individus de cette bande, impliqués dans le trafic de drogues, en plus d'avoir créé un climat d'insécurité et perturbé l'ordre public, selon la même source. Après parachèvement de toutes les procédures légales, un plan sécuritaire bien ficelé a été mis en place avec des brigades fixes et mobiles, ainsi que plusieurs détachements de la GN qui ont procédé à des perquisitions et à l'arrestation d'un groupe d'individus, certains étaient déjà recherchés alors que d'autres ont été arrêtés en flagrant délit de vente de drogues.

L'opération a permis la saisie de 2,316 kg de drogues dures (cocaïne), 40,445 kg de kif traité et des comprimés psychotropes, de l'argent liquide en monnaie nationale et en devise ainsi qu'en faux billets,

des armes blanches, en plus de 17 véhicules touristiques et d'une moto. Il a également été procédé à l'arrestation de 22 individus dont deux femmes, pour association de bande de malfaiteurs et possession et trafic de drogues, de comprimés par une bande criminelle transfrontalière, usurpation d'identité, usage de faux billets et possession d'armes blanches sans motif légal, conclut le communiqué. Dans la wilaya de Khenchela, la brigade de recherche et d'intervention (BRI) de la police judiciaire a saisi 1,125 kg de cocaïne, 12,5 kg de kif et 23.770 comprimés de drogues dures en plus de 5,74 millions DA et six voitures et arrêté quatre individus membres d'un réseau criminel de trafic de drogues et de psychotropes, selon la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Selon la même source, l'exploitation d'informations parvenues aux éléments de la brigade sur les activités d'un réseau criminel de trafic de kif et drogues dures a conduit à l'identification des membres du réseau dirigé par un trentenaire et deux frères, l'un trentenaire et l'autre quadragénaire.

Ces deux derniers exploitaient leur maison familiale pour cacher, stocker et vendre les drogues et psychotropes, a-t-on précisé. Après obtention d'une autorisation de perquisition du procureur de la République près le tribunal de Khenchela, il a été procédé à l'arrestation des deux frères et la fouille,

en leur présence, de leur domicile donnant lieu à la saisie de 1,125 kg de cocaïne, 12,5 kg de kif et 23.770 comprimés de drogues dures, deux balances électroniques, des sacs en matière plastique de diverses formes pour le transport et le stockage des drogues, a précisé la même source. Il a été également procédé à la saisie de quatre smartphones et deux voitures dont la fouille a permis de découvrir dans l'une d'elles une cache aménagée pour dissimuler les drogues sous les sièges avant et de la poudre de drogues dures de 540 grammes, est-il indiqué.

La poursuite de l'enquête a permis d'identifier deux autres suspects quadragénaires dont un repris de justice, a ajouté la même source, précisant que l'un des deux derniers suspects a été arrêté à bord d'une voiture et la perquisition autorisée par le procureur de la République de son domicile a permis de saisir 5,14 millions DA issus de la vente illégale des drogues et psychotropes.

Les recherches ont conduit ensuite à l'arrestation du quatrième suspect à bord d'un véhicule. La perquisition de son domicile a permis la saisie de 560.000 DA de revenus de ce trafic illégal de drogues et psychotropes et deux smartphones, a-t-on précisé à la sûreté de wilaya. Les enquêteurs ont saisi également deux autres véhicules avec des caches aménagées portant le total des véhicules saisis à six, est-il noté.

Plusieurs personnes condamnées pour triche au bac

Plusieurs personnes ont été condamnées, lundi, pour avoir fuité les sujets et les réponses des épreuves du Baccalauréat en ayant recours aux moyens de communication à distance, et ce dans plusieurs wilayas du pays. A M'sila, le parquet de la République près le tribunal de Magra a donné des instructions aux services de police judiciaire pour arrêter le suspect «N. A. S.», lancer les investigations préliminaires, et le présenter une fois les investigations achevées, indique un communiqué de la même instance judiciaire. Présenté devant le parquet de la République, le mis en cause, poursuivi selon les procédures de comparution immédiate pour délit de fuite de sujets et de réponses des examens du Baccalauréat, faits énoncés et condamnés par les dispositions de l'article 253 bis du Code pénal, a été condamné à 18 mois de prison ferme et d'une amende de 50.000 Da, outre la confiscation des objets saisis. Un autre communiqué du tribunal de Sidi Aissa (Cour

de M'sila) a indiqué que le dénommé «R. A.», poursuivi selon les mêmes procédures pour avoir fuité les sujets des épreuves du baccalauréat, a été condamné à 18 mois de prison ferme et d'une amende de 20.000 Da avec confiscation des objets saisis.

La Cour de Ouargla a indiqué, dans son communiqué, que le dénommé «H. B.» avait été présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Ouargla pour publication et fuite des sujets et des réponses des épreuves du baccalauréat en ayant recours aux moyens de communication à distance conformément aux dispositions de l'article 253 bis 7 du Code pénal. L'accusé a été condamné à 18 mois de prison ferme et à une amende de 200.000 DA avec confiscation du téléphone portable saisi, précise-t-on de même source.

A Ain Defla, le procureur de la République près le tribunal de Miliana a fait état dans un communiqué du traitement, le 11 juin, d'un

cas de fraude enregistré au niveau d'un centre d'examen à Miliana, impliquant la personne répondant aux initiales de «H.N.O.». Une peine d'un (01) an de prison ferme assortie d'une amende de 200.000 DA a été prononcée contre l'accusée, poursuivie, le 12 juin, conformément aux procédures de comparution immédiate. Il a été ordonné également la confiscation des objets saisis, et un mandat de dépôt prononcé séance tenante.

A El Ménéa, l'accusée répondant aux initiales de «A.C.» a été déférée, lundi, devant le parquet de la République près le Tribunal d'El Ménéa où elle a été poursuivie conformément aux procédures de comparution immédiate. Déférée devant le tribunal correctionnel, elle a été condamnée à 18 mois de prison ferme assortie d'une amende de 50.000 DA pour divulgation des sujets et des réponses des épreuves du baccalauréat, en utilisant des moyens de communication à distance.

BISKRA, EL-MEGHAÏER

Près de 38.000 comprimés et capsules psychotropes saisis

Les éléments de la brigade de lutte contre le trafic de drogues, relevant du service de police judiciaire de la sûreté de wilaya de Biskra ont saisi 28.200 comprimés psychotropes, a indiqué mardi la cellule de communication de ce corps constitué.

L'opération a pu être menée à la suite d'informations selon lesquelles les membres d'un réseau criminel spécialisé dans le transport, la contrebande et la commercialisation de substances psychotropes, transportaient, via la wilaya de Biskra, une importante quantité de drogue provenant d'une wilaya du sud du pays, à bord d'un véhicule utilitaire. Après avoir dressé un barrage routier en coordination avec les forces de police de la daïra d'Ourlal, les éléments de la brigade ont découvert 28.200 comprimés psychotropes dissimulés à l'intérieur du véhicule en question dont le conducteur a été arrêté, a ajouté la même source.

L'enquête aussitôt diligentée a permis d'identifier un complice du conducteur interpellé, a-t-on également fait savoir, précisant que ce complice est activement recherché.

Un dossier pénal est en cours de préparation au sujet de cette affaire de "contrebande de substances psychotropes d'origine étrangère, financement, organisation,

stockage, transport et vente de substances psychotropes" en attendant la saisine des autorités judiciaires, selon la même source.

Dans la wilaya d'El-Meghaïer, Une quantité de 9 780 capsules de psychotropes a été saisie lors de deux opérations distinctes et deux personnes ont été arrêtées par les services de sécurité, a-t-on rapporté mardi dans un communiqué de presse de ce corps constitué.

La première opération a été menée par la police judiciaire (PJ) relevant de la sûreté de daïra de Djamaâ suite à l'exploitation des renseignements faisant état d'une tentative d'une personne suspecte de transport et de contrebande d'une importante quantité de psychotropes à bord d'un véhicule en provenance des wilayas du sud du pays, selon la même source.

Les enquêtes endenchées par les mêmes services de la police ont permis de repérer le véhicule suspect, qui était chargé de 7490 capsules de psychotropes, tandis que son chauffeur a pris la fuite et des

investigations sont en cours pour l'interpeller, a-t-on ajouté. Une opération similaire a été menée par la police judiciaire d'El-Meghaïer suite à l'exploitation des informations faisant état d'une tentative d'une bande de transport et de contrebande d'une quantité de psychotropes à bord d'un véhicule en provenance également d'une wilaya du sud du pays. Les enquêtes ont permis de repérer le véhicule suspect qui était chargé de 2 290 capsules de psychotropes, et l'arrestation de deux individus à son bord.

En coordination avec le parquet compétent, deux dossiers pénaux ont été élaborés contre les deux suspects pour "contrebande de produits pharmaceutiques en utilisant un moyen de transport à un degré dangereux menaçant l'économie nationale et la santé publique" et "l'exercice illégal d'une profession réglementée sans autorisation", et seront présentés devant les instances judiciaires compétentes, a conclu la même source sécuritaire.

STATION DE DESSALEMENT DE CORSO

Arkab appelle à accélérer la cadence de réalisation

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a inspecté le projet de réalisation de la station de dessalement d'eau de mer dans la commune de Corso où il a souligné la nécessité d'accélérer la cadence de réalisation de cette infrastructure dotée d'une capacité de production de 80.000 mètres cubes par jour (m3/j), a indiqué mardi un communiqué du ministère. Cette visite d'inspection a eu lieu, lundi soir, en présence du wali de Boumerdès, du président directeur général de la Compagnie algérienne de l'énergie AEC (filiale du groupe Sonatrach, supervisant les projets de dessalement d'eau) et du président directeur général de la Société nationale de génie civil et bâtiment (GCB) (filiale du groupe Sonatrach, en charge des travaux de réalisation). Lors de l'inspection des travaux



de réalisation de ce projet et de l'installation des équipements de la station, le ministre a écouté un exposé des responsables de ce projet "névralgique" pour la région Est de la capitale et la wilaya de Boumerdès, notamment en ce qui concerne l'installation et la mise en service des équipements, selon le communiqué.

A ce propos, M. Arkab a souligné "la nécessité d'accélérer l'opération et d'achever la réalisation dans les délais convenus, et ce, suite

au retard enregistré", insistant sur l'impératif de "réunir toutes les conditions pour la mise en service de la station". Pour rappel, la station de Corso, qui s'étend sur une superficie de 6,25 hectares, s'inscrit dans le cadre du programme d'urgence, qui compte aussi la station de Bateau Cassé (10.000 m3/j) et celle d'El-Mersa (60.000 m3/j) dans la wilaya d'Alger, d'ores et déjà en service. La station de Corso (80.000 m3/j) sera bientôt livrée.

MÉDÉA

Une caravane pour le cinéma

Plusieurs longs-métrages algériens sont au programme de la caravane cinématographique qui fait escale à Médéa, du 12 au 16 juin courant, sur une initiative conjointe de la direction locale de la culture et des arts et le Centre national du cinéma et de l'audiovisuel (CNCA), a-t-on appris auprès de la direction de la culture et des arts. Cette manifestation culturelle sera l'occasion au grand public, notamment les cinéphiles et les amateurs du 7e art, de découvrir une panoplie de fictions traitants de la guerre de libération et des sujets sociaux en relation avec notre quotidien, a fait savoir la directrice locale de la culture et des arts, Salima Gaoua.

En ouverture de cet événement, qui aura lieu au niveau de la place Hamou, centre-ville de Médéa, la projection du film "Héliopolis" réalisé par Djaafar Gacem qui évoque le dé-

bat politique qui animait la société algérienne durant les années quarante. Le film revient aussi sur les raisons qui ont mené aux manifestations du peuple algérien le 8 mai 1945, au lendemain de la fin de la Seconde Guerre mondiale, et pointe du doigt la barbarie de la France coloniale lors de ces tragiques événements.

Le public de Médéa sera gratifié durant les cinq jours de cette manifestation culturelle, d'une série de fictions qui va le replonger dans l'atmosphère des années de guerre avec la programmation du film "Opération Maillot" de Okacha Touita qui rend hommage à l'aspirant Henri Maillot, un déserteur de l'armée française avec un lot d'armes remis à l'armée de libération nationale, tué en 1956 avec quatre autres de ces camarades, en représailles à son ralliement à la Révolution de novembre 1954.

A l'affiche également du programme de la caravane cinématographique, "Le puits" de Lotfi Bouchouchi qui raconte le dilemme auquel font face les habitants d'un village du sud algérien, en majorité des femmes et des enfants, assiégés et privés d'eau par des soldats de l'armée d'occupation, et qui doivent choisir entre mourir de soif ou se faire abattre par les soldats.

Toujours dans le registre des fictions se rapportant à la période d'avant l'indépendance, il est prévu la projection du long métrage "Ibn Badis" du réalisateur syrien "Bassil El-Khatib" qui traite des aspects de la vie du leader du mouvement des oulémas et son parcours militant, et le film "Saliha" du réalisateur Mohamed Sahraoui qui retrace le combat de la chahida Zoubida Ould Kablia, connue sous son nom de guerre "Saliha", tombée en martyr à Mascara en 1958.

CONSTANTINE

226 vétérinaires mobilisés pour le mouton de l'Aïd

Au total, 226 médecins vétérinaires ont été mobilisés, par l'inspection vétérinaire relevant de la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Constantine, pour assurer le contrôle des opérations de vente des moutons, en prévision de l'Aïd El Adha, a-t-on appris mardi auprès des responsables de l'inspection.

Il s'agit de 200 médecins vétérinaires privés et 26 autres relevant du secteur public, qui ont été mobilisés pour assurer le contrôle à travers les marchés hebdomadaires aux bestiaux, et les points de vente désignés pour cette opération, selon un programme établi, en prévision de cette fête religieuse, a pré-

cisé à l'APS l'inspecteur vétérinaire de wilaya Mourad Benameur. Le plan d'action fixé par l'Inspection vétérinaire de la wilaya vise, a affirmé le même responsable, la protection de la santé du citoyen et le respect des règles sanitaires à travers les points de vente autorisés, avec la délivrance des certificats sanitaires et de vaccination, surtout pour les vendeurs ambulants qui se déplacent vers d'autres wilayas. M. Benameur, a également, fait part de l'arrêté de wilaya 1440 du 8 juin 2023 portant organisation et désignation des endroits de vente des moutons de l'Aïd, ajoutant que 14 points dont 11 marchés hebdomadaires, ainsi que 3 autres sites au ni-

veau de la ferme pilote Kadri Brahim située à la circonscription administrative Ali Mendjeli, le 7e km menant vers la commune d'Aïn Smara et à proximité de la cité Boudraâ Salah au chef-lieu de wilaya commencent déjà à recevoir les citoyens pour acheter le mouton de l'Aïd El Adha. D'autre part, des actions de prévention et de sensibilisation sur les dangers du kyste hydatique ont été lancées par les équipes de vétérinaires, afin d'inciter le consommateur à se rapprocher des points de vente autorisés et à se conformer aux instructions notamment en matière d'abattage contrôlé, a-t-on souligné des services de cette inspection.

MILA

Chantier annoncé pour consolider la RN105

Des travaux de consolidation de six km de la route nationale RN-105 sur le territoire de la commune de Tessala Lemtaï seront lancés "prochainement", selon la direction locale des travaux publics. Ce projet qui vient d'être confié à une entreprise de réalisation démarrera "au début du second semestre 2023" et portera sur la consolidation de 6,2 km du chef-lieu de la commune de Tessala Lemtaï en direction de la wilaya de Ji-

jel, a indiqué le chef du service exploitation et entretien des infrastructures de base de cette direction, Mohamed Seghir Boukrira.

Mobilisant 140 millions DA, ce projet dont le délai a été fixé à six mois vise à consolider les parties dégradées de la route sous l'action des éléments naturels, des glissements et de la densité du trafic, selon le même cadre.

La RN 105 dont 36 km traverse la wilaya de Mila en direction de Jijel, a connu

par le passé plusieurs opérations d'entretien surtout qu'elle rejoint la pénétrante Djen Djen (Jijel)-El Eulma (Sétif) en cours de réalisation et permet de désenclaver plusieurs localités du Nord de Mila. Le même cadre a fait état d'un autre projet à lancer pour la consolidation de 8 km de la RN-27 reliant Mila à Constantine et Jijel et traversée quotidiennement par plus de 35.000 véhicules dont les poids lourds desservant le port de Djen Djen.

ALGER

Les voleurs d'un entrepôt d'une entreprise privée arrêtés

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont arrêté trois (3) individus impliqués dans une affaire d'association de malfaiteurs aux fins de vol, a indiqué, mardi, un communiqué de ces services.

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger, représentés par la 3e sûreté urbaine de Baba Ali (Sûreté

de la circonscription administrative de Bir Touta) ont arrêté 3 individus, impliqués dans une affaire de formation d'une bande de malfaiteurs aux fins de vol en réunion avec l'utilisation d'un véhicule à moteur durant la nuit, effraction et dissimulation d'objets volés, obstruction aux forces de la police lors de

l'exécution d'une décision de justice.

L'affaire en question a trait au vol de 146 cartons de l'entrepôt d'une entreprise spécialisée dans la fabrication de couches.

Après investigations, les mêmes services ont arrêté les trois accusés et saisi la somme de 332 000 DA issue de la vente des objets volés, et un camion utilisé dans ce délit.

Les accusés ont été présentés devant le parquet du tribunal de Boufarik, a conclu la même source.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

25 dhou el qida 1444

El Fedjr 03h37	Dohr 12h49	Assar 16h40	Maghreb 20h11	Icha 21h52
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



La Sonelgaz se prépare pour la saison estivale Des travaux d'entretien et de réhabilitation de 350 postes transformateurs

S. M.

En prévision de la saison estivale, la direction de distribution de la Sonelgaz du centre d'Oran, qui gère les deux communes de Bir El Djir et du chef-lieu de la wilaya, mène des chantiers de réhabilitation et de rénovation de ses équipements pour sécuriser l'approvisionnement en électricité et en gaz. « La direction de la distribution de l'électricité et du gaz d'Oran a entrepris des travaux visant à améliorer la qualité du service en fourniture d'énergie électrique pendant l'été. Cela s'inscrit dans l'engagement de l'entreprise envers ses précieux clients pour répondre à leurs besoins, en particulier avec la hausse

de la consommation d'énergie pendant cette période. Un total de 350 transformateurs électriques et 8 postes de transformation ont été entretenus pour assurer leur bon fonctionnement afin de distribuer l'électricité avec efficacité. De plus, 85 kilomètres de réseau basse tension et 4 kilomètres de réseau moyenne tension ont été réhabilités. Dans le cadre de son programme d'amélioration du service, Sonelgaz Distribution Oran a également créé et procédé au remplacement de 8 kilomètres de réseau moyenne tension et 13 kilomètres de réseau basse tension. De plus, 10 équipements de postes transformateurs électriques ont été remplacés et deux nouveaux transformateurs ont été ins-

tallés pour répondre à la demande croissante en énergie. Ce programme se poursuit afin d'éliminer toutes les lacunes et renforcer l'infrastructure électrique, tout en prévenant les interruptions potentielles », précise la cellule de communication de cette direction. La direction de la distribution de l'électricité et du gaz d'Oran s'engage à fournir un service de qualité pendant la période estivale tout en rappelant à ses clients qu'elle met à leur disposition un centre d'appels national qui leur permet de communiquer avec ses services 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, pour toute demande d'information ou signalement de perturbation de l'alimentation en énergie, en composant le numéro 3303.

En l'absence de concessionnaires et de fabrication locale L'UNAT demande des facilités pour l'importation des bus

K. Assia

Les transporteurs de bus en commun affiliés au syndicat de l'Union nationale des transporteurs algériens (UNAT) de la wilaya d'Oran demandent des facilités et l'accompagnement des pouvoirs publics pour l'importation de nouveaux bus pour le transport urbain, suburbain et même inter-wilayas. Selon M. Chikh, coordinateur régional du bureau local de l'Union, on saura que cette doléance est justifiée par l'inexistence de concessionnaires spécialisés dans le domaine et aussi le fait qu'il n'y a pas d'importation de bus ou de fabrication nationale. Pour la mise en œuvre de ce projet qui a un impact important dans l'organisation du transport et l'entretien du parc roulant, le coordinateur régional indique que les transporteurs de bus se disent prêts à s'organiser et à se re-

grouper en société pour l'importation de ces bus. Ils demandent dans ce registre des facilitations et également des avantages à l'exemple de l'exonération de la TVA à l'importation et même des aides financières. En effet, les professionnels du secteur sont confrontés, ces dernières années, à la hausse du prix de la pièce de rechange, le coût élevé des travaux de maintenance des bus, celui du carburant et la cherté de la vie, entre autres, a souligné M. Chikh, précisant que l'aide des pouvoirs publics représente une véritable bouffée d'oxygène pour la corporation. Pour afficher leur bonne volonté quant à la réussite de ce projet, le syndicat accepterait un arrêté ou une clause de l'Etat pour interdire la vente des bus importés et leur utilisation seulement dans le transport des usagers, a noté M. Chikh. Par ailleurs et dans le cas où la proposition d'importation n'est

pas retenue, le syndicat opte pour le contrôle technique seul habilité à déterminer la conformité des bus et leur mise en circulation à condition d'annuler l'instruction ministérielle portant sur le renouvellement d'un bus par un autre récent. D'autre part et lors d'une réunion, tenue il y a quelques mois au siège du syndicat, les transporteurs ont fait part de leurs préoccupations et ont réclamé un alignement de la TVA sur celle fixée au profit du secteur public des transports. Une disposition qui permettra d'alléger les lourdes charges subies par la corporation.

Ainsi et tout en explicitant les mécanismes devant être mis en place pour améliorer la prestation de service, le coordinateur régional de l'UNAT avait également demandé la mise en place d'un plan des transports de wilaya et aussi communal afin de lutter contre l'anarchie qui sévit dans le secteur.

3^{ème} jour du Bac

Des épreuves décisives pour les candidats

J. Boukraa

L'examen du baccalauréat 2023 se poursuit toujours dans des conditions normales. Hier, c'était la journée des plus décisives pour les candidats qui ont composé dans des matières essentielles.

Les candidats relevant des filières mathématiques et sciences expérimentales ont passé l'examen des sciences de la nature et de la vie. De leur côté, les candidats des filières lettres et philosophie et langues étrangères ont passé l'épreuve de philosophie. La matinée d'hier a été consacrée à la technologie pour la branche math technique et à la gestion financière et comptable pour la gestion et économie. Si pour les candidats de la filière langues étrangères les sujets

de la philosophie étaient plus ou moins abordables, ce n'est pas le cas pour les candidats de la filière lettres et philosophie selon les candidats. Pour les candidats des filières techniques math et gestion-économie qui ont composé dans les matières technologie et comptabilité, les épreuves de la 3^e journée n'étaient pas un gâteau.

« Les sujets de comptabilité étaient longs et demandaient beaucoup de concentration surtout le premier sujet. J'ai choisi le deuxième sujet, mais je ne pense pas que je vais avoir plus de la moyenne », dira Amina, filière gestion-économie, rencontrée près du centre d'examen Yadjouri à Es-Seddikia. A la mi-journée, beaucoup d'élèves sortaient en larmes. Les candidats des filières lettres et philoso-

phie ont passé l'épreuve de philosophie et estiment, eux aussi, que le sujet n'est pas abordable. Pour les filières scientifiques, la majorité des candidats ont estimé qu'un sujet « science naturelle » était compliqué et l'autre était abordable. L'après-midi du troisième jour a été réservée à la langue française pour toutes les filières. Aujourd'hui, le quatrième jour des épreuves du baccalauréat sera réservé dans la matinée à l'examen d'histoire et géographie pour toutes les branches et l'après-midi à l'épreuve de tamazight. Le matin du cinquième et dernier jour sera consacré à la troisième langue étrangère pour la branche des langues étrangères (espagnol, italien ou allemand), physique pour les filières scientifiques et techniques, entre autres.

K. Assia

Pour assurer la sécurité des estivants La protection civile se mobilise

J. Boukraa

Un important dispositif a été mis en place par la protection civile pour réussir la saison estivale et assurer la sécurité des estivants. Afin d'assurer la sécurité des baigneurs, la direction a mobilisé 10 officiers, 4 médecins officiers, 31 plongeurs professionnels, ainsi que 36 sauveteurs professionnels. De plus, 460 sauveteurs saisonniers veilleront à la sécurité des plages. Ces effectifs seront répartis dans les municipalités côtières, a-t-on appris de la cellule de communication de cette entité. Par ailleurs, les unités côtières et les centres de secours routiers présents le long de la côte d'Oran ont été mobilisés. La direction de la protection civile de la wilaya d'Oran a mis en place une série de mesures pratiques visant à surveiller les plages autorisées à la baignade. Ces mesures seront en vigueur du 1^{er} juin au 30 septembre 2023. La direction de la protection civile de la wilaya d'Oran a aussi organisé une campagne de sensibilisation aux dangers de la

mer et de la baignade, dans le but d'inculquer aux citoyens une culture de prévention, notamment en ce qui concerne les plages interdites à la baignade. Les estivants doivent connaître également les heures de surveillance, qui commencent généralement à partir de 9 heures du matin et se terminent à 19 heures. Mais ils doivent aussi respecter les couleurs des drapeaux, qui signifient et désignent l'autorisation de la baignade : interdite avec le drapeau rouge, dangereuse avec le drapeau orange et autorisée avec le vert.

Au terme de la prévention contre les noyades en mer, la protection civile a indiqué qu'« il faut toujours fréquenter les plages qui sont autorisées à la baignade, là où il y a les agents de la protection civile et les services de sécurité. Malgré le danger permanent présent au niveau des plages rocheuses et non autorisées, les baigneurs ne manquent pas de s'y rendre, mettant ainsi leur vie et celle de leurs enfants en péril. Plusieurs chutes de personnes se sont produites.

Pour faire face aux incendies de récolte Les agriculteurs sensibilisés

Les incendies de récolte représentent une menace sérieuse pour les agriculteurs et l'environnement. La prévention de ces incendies est une priorité essentielle, et les autorités compétentes sont fortement engagées dans la sensibilisation à ce sujet. Répondant à cet enjeu, la Direction de la protection civile de la wilaya d'Oran a pris des mesures importantes pour sensibiliser les agriculteurs et les exploitants agricoles. En collaboration avec la Caisse régionale de la mutuelle agricole, une journée de sensibilisation a été organisée dans la commune d'Oued Tlélat. L'objectif était d'informer les agriculteurs des risques liés aux incendies de récolte et de les guider vers des pratiques préventives. Au cours de cette journée, des conseils pratiques et des directives claires ont été présentés. Les participants ont été informés sur l'importance de respecter les mesures préventives pour éviter les incendies dans les cultures agricoles et les forêts. Des informations précieuses ont également été fournies sur l'utilisation adéquate des extincteurs et sur la nécessité d'équiper les machines de récolte de réservoirs d'eau. La protection civile considère que la prévention des incendies revêt une importance capitale pour la préservation des écosystèmes fragiles et des

ressources naturelles. Les agriculteurs et les exploitants agricoles jouent un rôle essentiel dans cette démarche en adoptant des pratiques agricoles responsables et durables. Dans le cadre de cette campagne de prévention, la protection civile a mis en place un dispositif opérationnel doté de ressources humaines et matérielles pour l'extinction des incendies. Ce dispositif vise à intervenir rapidement dès le déclenchement d'un incendie de récolte afin de minimiser les pertes agricoles. L'attention a été particulièrement portée sur les moissonneuses, qui sont souvent à l'origine de nombreux incendies de récolte. L'âge moyen élevé de ces machines, atteignant près de 20 ans, représente un problème majeur. Outre les pertes économiques causées par l'égrenage, ces moissonneuses sont également responsables de la majorité des incendies de récolte. Au cours des cinq dernières années, les principales causes des incendies de récolte ont été identifiées. Elles incluent le non-respect des mesures préventives de protection des terres agricoles, l'absence de distance de sécurité entre les routes et les terres agricoles, ainsi que le manque de citernes d'eau avec une capacité suffisante pour maîtriser rapidement les débuts d'incendie.

J. Boukraa

Le butin récupéré Les cambrioleurs d'appartements à Maraval arrêtés

Deux individus âgés de 22 et 35 ans ont été arrêtés par les services de la 15^{ème} sûreté urbaine pour cambriolage d'appartements et recel de vol. En effet, la plainte déposée par la victime, qui a déclaré que l'appartement de sa sœur a été cambriolé par des inconnus, a permis aux enquêteurs d'user de moyens techniques et scientifiques pour identifier les auteurs et connaître l'endroit où étaient cachés les

objets volés. Ainsi, les investigations diligentées ont donné lieu à l'arrestation des mis en cause et à la découverte du lieu où était dissimulé le butin, à savoir une cave située au sein du même bloc.

Les policiers ont récupéré un chauffage, un climatiseur, un balai électrique et une pompe à eau. Ils seront présentés au tribunal après enquête.

K. Assia

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Ammiche Rahma, 71 ans, Sénia
Bouchkara Mustapha, 65 ans, Sidi Maarouf
Latrache Djillali, 70 ans, Aïn El Beïda
Kouidmi Oum Ayma, 11 ans, Yellel

Horaires des prières pour Oran et ses environs

25 dhou el qida 1444

El Fedjr
03h58

Dohr
13h03

Assar
16h52

Maghreb
20h22

Icha
22h01



MOSTAGANEM

Projet d'une nouvelle station de dessalement

Ayache Djamel

La wilaya de Mostaganem vient de bénéficier d'un projet d'une nouvelle station de dessalement d'eau de mer d'une capacité de production de 300.000 m3/jour. L'unité sera implantée à proximité de la plage Sidi Ladjel, à 80 km à l'est de Mostaganem.

Une commission du ministère des ressources en eau s'est rendue lundi sur le site devant accueillir la nouvelle station. Les travaux seront lancés en janvier 2024, a-t-on appris auprès des responsables du secteur. La wilaya de Mostaganem sera desservie à hauteur de 100.000 m3/jour à partir de la future station de dessalement, les 200.000 m3 restants seront destinés aux wilayas de Relizane, Tissemsilt et Tiaret. Cet ambitieux projet contribuera une fois concrétisé à faire face au stress



hydrique et à sécuriser les wilayas des hauts-plateaux confrontées à des aléas climatiques de plus en plus difficiles. Le nouveau projet vient s'ajouter à la première station de dessalement d'eau de mer mise en service en 2012 d'une capacité

de 220.000 m3/jour. L'autre source d'approvisionnement de la wilaya en eau potable est le système MAO où l'on note que les réserves au niveau du barrage du Cheliff sont faibles par rapport à sa capacité de stockage.

ADRAR

Départ du premier contingent de pèlerins

Le premier contingent des futurs pèlerins, composé de 187 personnes, de la wilaya d'Adrar s'est envolé mardi à l'aube de l'aéroport «Cheikh Sidi Mohamed Belkebir» d'Adrar vers les lieux saints de l'Islam en Arabie Saoudite pour accomplir le cinquième pilier de l'Islam, ont indiqué les services de la wilaya.

Toutes les conditions d'organisation nécessaires ont été réunies, dont l'accompagnement administratif, la prise en charge médicale et l'accompagnement des services de la protection civile et des associations, pour le transport des futurs hadjis.

Les futurs pèlerins ont assisté, en préparation à l'accomplissement de ce rite culturel, à des rencontres de

formation et de simulation, des orientations sur les modalités théoriques et pratiques du hadj, animées par les services des affaires religieuses, de la santé, de la protection civile, des douanes algériennes et de la compagnie d'Air-Algérie.

Le wali d'Adrar, Larbi Bahloul, a, à cette occasion, appelé les futurs hadjis au respect des orientations des instances intervenantes dans l'opération du Hadj pour accomplir les rites du cinquième pilier de l'Islam dans de bonnes conditions. Le même responsable a rassuré, à ce titre, que les conditions nécessaires ont été réunies au niveau de l'aéroport Cheikh Sidi Mohamed Belkebir pour le bon accueil et l'accompagnement et le départ des futurs hadjis, avant de

rassurer que les services de la wilaya se sont employés à renforcer les vols "spécial Hadj", depuis Adrar, d'un quatrième vol pour répondre aux préoccupations des hadjis des wilayas d'Adrar et de Timimoun. Les futurs pèlerins ont, pour leur part, salué la décision des hautes instances du pays portant programmation des vols directs de transport des hadjis depuis Adrar vers les lieux saints de l'Islam leur épargnant l'escale, auparavant, au niveau d'autres aéroports.

Quatre vols directs sont programmés par la compagnie nationale Air Algérie, en direction des lieux saints de l'Islam, pour transporter 1.080 pèlerins dont 248 issus de Timimoun, à partir de l'aéroport d'Adrar.

CHLEF

Deux fusils de chasse saisis, trois arrestations

Abbad Miloud

Des informations sont parvenues à la brigade mobile de la police judiciaire d'Ain-Merane dépendant de la sûreté de la wilaya de Chlef, indiquant que deux indi-

vidus s'adonnaient à la vente illicite de fusils de chasse. Les policiers ont lancé des investigations qui se sont soldées par l'interception d'un véhicule touristique avec à son bord deux individus en possession d'un fusil de chasse sans autorisation. La

poursuite des investigations a permis la saisie d'un deuxième fusil de chasse et des cartouches dans le logement d'un des suspects. Un troisième suspect a également été arrêté. Les trois mis en cause ont été présentés aux autorités judiciaires.

MASCARA

Quelle prévention contre la drogue ?

Belkecir Mohamed

La direction de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) a organisé une journée de sensibilisation sur la prévention du fléau de la drogue et de ses effets négatifs, en collaboration avec divers partenaires des secteurs liés directement ou indirectement à la lutte contre ce fléau, regroupés dans une salle

qui s'est avérée exigüe pour contenir l'ensemble de l'assistance. Plusieurs conférences ont été animées par des experts, universitaires, psychologues, médecins, cadres de l'éducation, services de sécurité, associations, représentants de la société civile... Les interventions ont abordé la lutte contre la consommation de psychotropes, la réalité de la toxicomanie, les effets de la dépendance à la drogue sur la per-

sonnalité de l'individu, les risques de cette substance nocive pour les jeunes. Il a été également question du contrôle des ordonnances médicales, les mesures d'accompagnement dans la désintoxication et le rôle du centre de lutte contre les risques d'addiction.

Les intervenants ont insisté sur les solutions à apporter en urgence dans le cadre d'une stratégie afin de venir en aide aux jeunes.

Le parcours d'Ali Mâachi revisité

Une exposition sur le parcours du chahid, l'artiste combattant Ali Mâachi, organisée sous le slogan "Alhan El Djazaïr", à l'occasion du 65e anniversaire de sa mort, a été ouverte lundi au musée du Moudjahid de Mascara.

Cette exposition comprend des affiches, des dépliants et des livres d'histoire, mettant en exergue le parcours artistique et militant du chahid Ali Mâachi, en plus d'une exposition de ses photos et celles de ses compagnons, membres de la

troupe musicale. Le programme de cette manifestation de deux jours comprend également la projection d'un documentaire, produit par le ministère des moudjahidine et des ayants droit, portant sur la biographie du chahid Ali Mâachi. A la même occasion, un atelier de sensibilisation faisant connaître le parcours artistique et militant du chahid, a été organisé au profit d'élèves. Cette manifestation entre dans le cadre du programme annuel, tracé par le musée du Moudjahid de la

wilaya, pour commémorer l'héroïsme et le combat des martyrs de la guerre de libération nationale, comprenant l'organisation de journées d'étude et de séminaires sur l'histoire de la guerre de libération dans la région, de même que la programmation de visites au profit des élèves des établissements scolaires, de la formation et de la jeunesse, ainsi que des étudiants universitaires, aux monuments de la révolution du 1er Novembre dans la wilaya, selon le directeur musée, Nadir El Bachir.

TIARET

Des psychotropes dissimulés dans des dattes

El-Houari Dilmi

Gros coup de filet que celui réalisé par les gendarmes relevant du groupement territorial de la gendarmerie de la wilaya de Tiaret.

Selon un communiqué transmis au bureau du « Quotidien d'Oran » de Tiaret, une quantité de plus de 5500 comprimés de psychotropes a été saisie par les

éléments de la brigade de recherche relevant de la compagnie de gendarmerie de Tiaret. Dissimulés dans des caisses de dattes, les comprimés de psychotropes ont été saisis à bord d'un véhicule utilitaire en provenance d'une wilaya voisine. Le mis en cause a été arrêté, en attendant sa présentation devant le tribunal territorialement compétent.

Une clinique vétérinaire à l'université Ibn Khaldoun

L'institut des sciences vétérinaires de l'université Ibn Khaldoun de Tiaret a bénéficié, dernièrement, d'un projet de réalisation d'une clinique vétérinaire, a-t-on appris auprès du recteur de l'université, Berrezoug Belkoumane.

Un terrain s'étendant sur une superficie de 5 hectares a été retenu au pôle universitaire "Karmen" pour concrétiser ce projet où les travaux seront lancés par la Direction des Equipements publics, une fois les procédures contractuelles achevées. Cette clinique vétérinaire disposera de plusieurs structures, dont des salles de chirurgie, consultation, hospitalisation, insémination artificielle, un laboratoire d'analyses médicales, un parc pour le domptage des chevaux et d'autres structures.

Cet acquis scientifique devra développer la qualité de la formation dans le domaine vétérinaire au niveau de l'université Ibn Khaldoun de Tiaret, qui est l'unique structure de ce type au niveau de l'Ouest du pays, accueillant 200 étudiants par an en provenance de différentes régions du pays.

Par ailleurs, l'actuelle clinique vétérinaire relevant de l'institut sera bientôt reconvertie en une entreprise économique annexe offrant des services vétérinaires aux éleveurs. Cette procédure permettra, outre le renforcement du budget de l'université, l'accueil des cas malades, permettant aux étudiants de bénéficier des moyens de leur traitement, sachant que les enseignants de l'institut sont également des vétérinaires.

NAÂMA

L'énergie solaire pour éclairer des foyers

Une opération d'installation de 100 plaques photovoltaïques pour générer de l'électricité par le biais de l'énergie solaire a été lancée mardi en faveur des nomades et des populations des zones éloignées de la commune de Sfisifa, a-t-on appris du président de l'APC. Cette opération, dont le coût financier global a atteint plus de 47 millions de dinars bénéficie aux habitants du village de Fertassa (40 unités), Houisset Zahra (23), la localité de Benyakhou (13), et 12 plaques photovoltaïques à Oum Cheguag et à Snar, a souligné le P/APC Rabhi Mohamed.

L'alimentation de la population des zones éloignées en

énergie solaire, mise en œuvre avec l'implication de tous les services concernés, contribue à généraliser les utilisations des ressources d'énergie propre à travers des zones éloignées des réseaux de transport et de distribution de l'électricité dans les vastes pâturages steppiques, a-t-on ajouté.

A noter le lancement, dernièrement, d'autres actions à Sfisifa, dont la réalisation de classes d'extension et l'aménagement de l'école primaire "Bendjedid Mohamed" au village de Ouzgout, ainsi que l'extension du réseau d'éclairage public, l'aménagement d'aires de jeux, d'espaces verts et l'apport d'un bus pour le transport scolaire.

TINDOUF

Saisie de 28.500 capsules de psychotropes

Une quantité de 28500 capsules de psychotropes a été saisie et un individu arrêté lors d'une opération combinée (police judiciaire-douanes) de la wilaya de Tindouf, a-t-on rapporté mardi dans un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya.

Cette opération a été menée suite à des investigations en-

clenchées par les mêmes services qui ont permis de déjouer une tentative de transport et de trafic de cette quantité de psychotropes en milieu urbain et l'arrestation d'un suspect (38 ans), selon la même source.

Après achèvement des procédures de l'enquête, le suspect sera déféré devant le parquet compétent, a-t-on indiqué.

Une mondialisation fragmentée

CAMBRIDGE – Pendant trente ans, les entreprises et les États du monde entier ont fonctionné sur la base de l'hypothèse selon laquelle la mondialisation économique et financière conserverait un rythme soutenu. L'ordre international étant cependant mis à mal depuis quelques années, le concept de démondialisation – la dissociation entre commerce et investissement – gagne en dynamique au sein des ménages, des entreprises et des gouvernements. Or, comme le révèlent les données disponibles, nous assistons davantage à un changement dans la mondialisation qu'à la fin de celle-ci.



PAR MOHAMED
A. EL-ERIAN

*Président du Queens' College
de l'Université de Cambridge, et professeur
à la Wharton School de l'Université
de Pennsylvanie**

L n'y a encore pas si longtemps, il ne semblait exister aucune limite à l'intégration économique et financière. Depuis des décennies, les bienfaits de la mondialisation apparaissaient évidents et incontestables. L'interconnectivité entre production, consommation et flux d'investissement a conféré aux consommateurs une plus large gamme de choix à des prix attractifs, ce qui a permis aux entreprises d'étendre leurs marchés, et d'optimiser l'efficacité de leurs chaînes d'approvisionnement. Les marchés de capitaux mondiaux ont élargi l'accès au crédit, et réduit son coût pour les emprunteurs privés comme publics. Les gouvernements de la planète se sont engagés dans ce qui semblait constituer une série de partenariats gagnant-gagnant. Enfin, les technologies – notamment la récente accélération du passage au télétravail – ont rendu les frontières nationales largement insignifiantes.

Mais si la mondialisation a permis un meilleur fonctionnement des marchés, les dirigeants politiques ont perdu de vue ses effets distributifs défavorables. Nombre de communautés et de pays ont été laissés sur le bord du chemin, ce qui a entraîné un sentiment généralisé de marginalisation et d'aliénation.

U ne réaction de colère contre la mondialisation en a résulté, dont les manifestations politiques les plus visibles ont résidé dans le vote de sortie du Royaume-Uni hors de l'Union européenne, ainsi que dans l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis en 2016. Rapidement, l'Amérique a débuté une guerre douanière contre la Chine, ce qui a aggravé la fracture entre les deux puissances économiques. Dans le même temps, les consommateurs occidentaux ont été de plus en plus nombreux à s'indigner contre les violations des droits de l'homme, et contre les États peu

respectueux de l'environnement. Puis l'invasion de l'Ukraine a conduit à des sanctions sans précédent contre la Russie (pays membre du G20), ainsi qu'à l'arsenalisation du système des paiements internationaux.

C'est ce qui en conduit beaucoup à parler de fin de la mondialisation. Or, plutôt que dans une période d'inversion radicale par rapport aux 30 dernières années, il est probable que nous entrons dans une ère de mondialisation fragmentée, davantage caractérisée par la substitution que par la négation.

Le régime de sanctions imposé à la Russie l'illustre parfaitement. Au cours de l'année écoulée, les restrictions mises en place par l'UE et les États-Unis n'ont pas fondamentalement réduit les exportations pétrolières russes, mais les ont plutôt redirigées ailleurs, principalement vers la Chine et l'Inde. De même, loin d'avoir mis à genoux l'économie de la Russie comme beaucoup le prédisaient, les sanctions globales ont conduit à une contraction de seulement 2 % du PIB, les technocrates russes ayant trouvé les moyens de réorienter et de réorganiser leurs activités domestiques et extérieures. Sans doute plus inquiétant encore, la Russie et certains de ses alliés ont également accompli des progrès dans la création d'une forme de système parallèle des règlements et des paiements transfrontaliers, même si ce système demeure rudimentaire et peu efficace.

Cette tendance se poursuivra probablement dans les prochaines années, de plus en plus d'entreprises diversifiant leurs chaînes d'approvisionnement loin de la Chine, et les gouvernements occidentaux recourant au near-shoring ou au friend-shoring pour maintenir la production de leurs intrants critiques ainsi que leurs exportations sensibles.

En somme, la combinaison entre chocs géopolitiques, stratégies d'entreprises et changement dans les valeurs sociétales est vouée à influencer les modèles du commerce et de l'investissement autour de quatre axes principaux. Les sociétés optant pour la résilience plutôt que l'efficacité, elles passeront de plus en plus d'une approche « juste à temps » à une approche « juste au cas où » en matière de chaînes d'approvisionnement. Pendant ce temps, les considérations de sécurité gagneront en importance dans les réflexions commerciales, et les sociétés s'éloigneront des partenariats généraux et partenariats de partage du risque, pour privilégier des accords plus étroitement conçus. Toujours dans le même temps, les consommateurs se pencheront de plus en plus

sur le sens de leurs interactions commerciales. Ce processus produira des gagnants et des perdants, dont l'identité dépendra significativement de la manière dont les dirigeants politiques s'adapteront au nouveau modèle de fonctionnement de l'économie mondiale. Le Mexique, par exemple, a tout intérêt à voir les États-Unis procéder au friend-shoring, de même que le secteur des entreprises à privilégier des chaînes d'approvisionnement plus diversifiées. Pour autant, comme le gouvernement mexicain l'a lui-même reconnu, la demande notionnelle ne sera transcrite en demande effective que si les dirigeants politiques accélèrent les avancées en matière d'infrastructures, d'énergies propres, de déréglementation, et autres domaines similaires.

Dans un monde au sein duquel les ménages évitent activement certaines interactions commerciales, les gouvernements et les entreprises vont devoir travailler dur pour élaborer des alternatives. Il est nécessaire que les entreprises œuvrent aux côtés des gouvernements, au niveau national comme à l'étranger, pour faciliter le processus intrinsèquement délicat consistant à réorganiser les chaînes d'approvisionnement, ainsi qu'à accélérer la transition écologique. Les dirigeants politiques nationaux et mondiaux doivent revoir leur mode de réflexion et de fonctionnement. Enfin, dans leurs stratégies de répartition, les investisseurs à long terme doivent davantage intégrer les analyses géopolitiques, sociopolitiques et environnementales complexes.

Certains considéreront peut-être l'expression « mondialisation fragmentée » comme un oxymore ; selon moi, il s'agit du scénario le plus probable pour l'économie mondiale. Le monde se divisant de plus en plus en blocs, certains plus fluides que d'autres, la mondialisation risque de devenir plus inflationniste, avec pour conséquence une réduction de la croissance potentielle. Pour éviter cela, tout dépendra de la manière dont les gouvernements nationaux et les institutions multilatérales navigueront sur les eaux d'une réalité économique nouvelle. Et bien que la planète ne soit pas totalement démondialisée, cela ne garantit pas pour autant une future navigation en douceur.

Traduit de l'anglais par Martin Morel

**L'auteur de l'ouvrage intitulé The Only Game in Town: Central Banks, Instability, and Avoiding the Next Collapse (Random House, 2016).*

Des faits pour l'égalité



NEW DELHI – «Ce qui se mesure se réalise.» Il s'agit là d'un adage vu et revu, attribué à tout un chacun, de la sommité du management Peter Drucker au physicien Lord Kelvin. Peu importe qui l'a énoncé en premier, l'argument est d'une grande importance : si les données sont inexistantes pour illustrer un problème ou un déséquilibre, il est peu probable qu'il sera étudié par les autorités chargées de s'y attaquer, encore moins mis en priorité. Et les solutions, lorsqu'elles sont adoptées, risquent d'être mal ciblées ou inefficaces. C'est certainement le cas pour l'égalité des sexes.



PAR ATIYA ANIS

Chercheuse de Salzburg Global*

On pourrait penser que dans le monde actuel de surabondance d'informations, les responsables politiques disposent de vastes ensembles de données pour établir un diagnostic des problèmes, élaborer des solutions innovantes, effectuer des contrôles de leur mise en œuvre et moduler les mesures pour en optimiser les retombées. Or, le plus souvent, même dans l'ère actuelle des données massives, les décideurs publics n'ont pas accès à des renseignements précis, cohérents, opportuns et représentatifs. Il s'ensuit qu'ils interviennent avec une représentation incomplète des conditions socioéconomiques.

Par exemple, les données indiquent que le taux de participation des effectifs féminins en Inde est en baisse depuis 2005. Selon McKinsey Global Institute, inverser cette tendance et atteindre l'égalité des sexes, ajouteraient 770 milliards de dollars au PIB de l'Inde d'ici 2025. Mais les solutions porteuses devraient être fondées sur des données exhaustives qui saisissent les liens complexes entre la participation des femmes dans le marché du travail et les différentes forces sociales, politiques et économiques. Elles doivent aussi relier l'égalité des sexes à des réalisations de développement de plus grande échelle.

Pour toute initiative visant l'égalité des sexes, il est essentiel d'avoir en main des données sexospécifiques ainsi que des études des problèmes qui touchent principalement les femmes et les jeunes filles. Prenons la violence faite aux femmes : selon la Banque mondiale, une jeune fille ou une femme sur trois de 15 à 49 ans a subi des violences physiques ou sexuelles.

Comme Data2x l'a documenté, la collecte des données sur la violence contre les enfants en Tanzanie a permis aux autorités d'intervenir efficacement et d'apporter des changements multisectoriels à long terme. De même, la Banque mondiale signale que le Vietnam a utilisé les données tirées de recensements démographiques et sanitaires pour renforcer les mesures de protection des femmes et des jeunes filles, comme l'adoption de lois faisant de la violence domestique une infraction pénale.

En plus d'éclairer les politiques, les données ont suscité des débats au Vietnam sur la violence sexiste, entraînant la création d'une stratégie nationale sur l'égalité des sexes. Les femmes victimes de violence au foyer ont maintenant un meilleur accès aux services d'assistance psychosociale, médicale, juridique et d'hébergement.

Or, la production de données globales n'est pas une tâche facile. La moindre erreur statistique ou tout soupçon de partialité à tous les stades de collecte et de production des relevés, peut rendre les données non représentatives, tout comme les partis pris des personnes sondées, qui sont principalement de sexe masculin.

Avant la crise COVID-19, la méthode la plus représentative adoptée par la plupart des pays pour la collecte de données sur les ménages consistait à réaliser des sondages. Mais la pandémie a fait pencher les enquêtes

vers la collecte par téléphone, ce qui diminue la représentation des femmes et d'autres groupes dont l'accès est moindre aux téléphones portables. Un manque de leadership, de volonté politique et une mauvaise répartition des ressources ont aussi été mentionnés en tant qu'obstacles majeurs à la collecte de statistiques sexospécifiques.

Un moyen de surmonter ces difficultés est d'améliorer l'intégration des données aux différents paliers nationaux, régionaux et internationaux. D'autre part, davantage d'efforts devront être déployés pour améliorer la capacité des femmes à contribuer à la collecte à l'utilisation des données. Un plus grand nombre d'organisations de données ouvertes dirigées par les femmes peut contribuer à accélérer le progrès vers de nouvelles méthodes plus inclusives de collecte de données.

Ces efforts devraient, bien entendu, être guidés par les pratiques exemplaires actuelles. La Norvège, par exemple, a publié des indices nationaux d'égalité des sexes – notamment la répartition hommes-femmes dans le revenu total, la main-d'œuvre, le commerce, le secteur public, l'éducation et les postes de direction – depuis 2008. La Suède, pour sa part, exige que toutes les agences publiques présentent les statistiques ventilées selon le sexe dans leurs rapports annuels. Ce sont là des modèles inspirants.

La mobilisation de la société civile et des organismes multilatéraux peuvent également changer la donne. Dans le cadre de son projet visant à augmenter la robustesse des statistiques sexospécifiques, la Banque mondiale – épaulée par la Fondation Bill & Melinda Gates – assure déjà une assistance technique à 12 pays membres de l'Association internationale de développement afin d'améliorer la

portée et la qualité de leurs statistiques relatives au sexe. La transposition et le déploiement de cette initiative peuvent grandement aider les instances gouvernementales à fonder leurs décisions de politique publique sur des données probantes afin d'améliorer les vies et les moyens de subsistance de leurs citoyens.

Certes, la collecte et l'analyse de données ne constituent qu'un début. Il faut également mieux diffuser et utiliser les données sexospécifiques pour l'élaboration de politiques. Il est essentiel de définir des indices utiles et uniformes, qui permettent la comparaison entre les régions et l'étude des progrès dans le temps.

Enfin, il ne faut surtout pas négliger le rôle des données pour renforcer la transparence et améliorer la supervision. Au moment même où des données d'une grande précision, produites à point nommé et portant sur tous les aspects nous permettent de concevoir des politiques ciblées et de répartir les ressources plus efficacement, elles nous permettent également de mesurer les retombées de ces politiques – et l'efficacité des interventions de l'État.

L'amélioration de la collecte de données nécessitera d'investir des sommes substantielles. Mais, en favorisant des politiques plus efficaces, mieux adaptées et moins coûteuses, ces investissements allégeront à terme la pression sur le budget public. Et, à mesure que les pays avancent vers l'égalité des sexes, les avantages sur les plans sociaux, économiques et du développement continueront de se multiplier.

Traduit de l'anglais par Pierre Castegnier

**Ex-directrice principale d'IWWAGE, une initiative pour la promotion des moyens efficaces d'intégration des femmes et des jeunes filles dans l'économie.*

Equipe Nationale Les Verts préparent l'Ouganda et la Tunisie

M. Zeggai

Les Verts ont entamé leur dernier stage de la saison, avant-hier au Centre technique national de Sidi Moussa, en présence de 23 joueurs. En effet, hormis Ryad Mahrez, Ramiz Zerrouki et Ahmed Touba qui rejoindront le groupe dans les prochaines heures, le groupe s'est complété avec l'arrivée de Kévin Guitoun. 22 joueurs ont pris part à la première séance d'entraînement programmée, avant-hier en fin d'après-midi. Les trois gardiens Mustapha Zeghba, Anthony Mandrea et le néo-international Oussama Benbot ont travaillé sous la conduite du duo Aziz Bouras et Merouane Messai. Comme à l'accoutumée, avant la reprise des entraînements, le président de la FAF, Djahid Zefzef, a tenu à saluer les joueurs en les sensibilisant avant que n'enchaîne le sélectionneur national par la traditionnelle causerie d'entame du stage.

A propos de l'effectif et suite de la défection de Hicham Boudaoui, le sélectionneur de l'équipe nationale, Djamel Belmadi, a rappelé le milieu de terrain Haris Belkebla pour ce stage des Verts avant la confrontation face à l'Ouganda, le 18 juin au stade Japoma de Douala, au Cameroun, a annoncé la FAF et la Tunisie le 20 du même mois. « Le staff de l'équipe nationale a décidé de libérer le sociétaire de l'OGC Nice, Hichem Boudaoui, afin qu'il puisse poursuivre ses soins et sa convalescence.

Le sélectionneur national a rappelé Haris Belkebla », a indiqué la FAF, dans un communiqué publié sur son site officiel. Après une saison aboutie avec le Stade brestois, le milieu de terrain de 29 ans a annoncé son départ du club où il a évolué pendant 5 saisons. Selon la presse spé-



cialisée, Belkebla pourrait rejoindre l'Angleterre. Selon nos informations, la préparation se déroule dans de bonnes conditions et dans une parfaite ambiance. Même Houssein Aouar, le néo-international, qui vient de rejoindre l'AS Rome en provenance de l'O Lyon, s'est intégré dans le groupe après avoir réglé définitivement son transfert avec l'AS Rome avec lequel il s'est engagé pour 5 saisons. Lors de sa dernière conférence de presse, le coach national n'a pas tari d'éloges sur Houssam Aouar. « C'est un joueur avec un immense potentiel, je ne vois pas pourquoi il ne repartirait pas de plus belle dans le championnat italien ».

A noter que le joueur en question est convoqué pour la première fois en équipe nationale, à l'occasion des deux prochains matchs des « Verts »

: le 18 juin face à l'Ouganda à Douala (Cameroun), à l'occasion de la 5^{ème} journée (Groupe F) des qualifications de la CAN-2023 (décalée à 2024), et le 20 juin en amical face à la Tunisie. Par ailleurs, la rumeur relative à la délocalisation du match Algérie-Tunisie est dénuée de tout fondement du moins jusqu'à présent. Aucune information n'a filtré de la FAF. De l'autre côté, selon notre source, la Fédération tunisienne de football n'a reçu aucune correspondance d'un éventuel changement de domiciliation de cette rencontre amicale, prévue toujours à Annaba le 20 juin prochain. Aussi, notre source affirme que les Tunisiens insistent sur Annaba tel que stipulé dans l'accord signé par les deux fédérations. A l'heure où nous mettons sous presse cet article, il n'y a rien d'officiel. Affaire à suivre.

LFP

Deux ans de suspension pour Zerrouati (JS Saoura)

La Commission de discipline de la LFP, réunie avant-hier, a frappé très fort. En effet, pour des déclarations aux médias, Mohamed Zerrouati, président de la JS Saoura a écopé d'une suspension de deux ans fermes d'exercer toute fonction et/ou activité en relation avec le football (administrative, sportive et de représentation du club) à compter du 12 juin courant plus une amende de 200.000 DA. Motif évoqué par ladite commission de discipline de la LFP: Outrage et atteinte à l'honneur

et à la considération de la Ligue de football professionnel et leur membre et violation de l'obligation de réserve. Pour rappel, cette suspension intervient à quelques jours de la tenue de l'assemblée générale de la FAF. Le président de la JS Saoura a déclaré qu'il compte faire appel à cette sanction.

Par ailleurs, pour utilisation de fumigènes et jets de projectiles, deuxième infraction, l'USM Khenchela a écopé d'une mise en garde et 200.000 DA d'amende. Le commis-

saire au match, chargé de la sécurité et média « officiel de match », a mentionné sur son rapport le jet de projectiles sur le terrain.

Chez les réserves, suite aux rapports des officiels de match, et après l'audition du DTS du MC Alger, Mekhazni Mohamed, a pris trois mois de suspension fermes (interdiction du terrain et des vestiaires) plus 200.000 D A d'amende pour atteinte à la dignité et à l'honneur d'un officiel de match.

R. S.

Handball (division excellence)

Accession méritée de l'Espérance sportive de Constantine

Le club de l'Espérance sportive de Constantine de handball a « araché son accession en division Excellence, malgré moult difficultés, grâce au soutien de ses supporters, à la persévérance et aux efforts soutenus du staff technique et des joueurs », a affirmé le président et entraîneur du club, Hatem Boumegoura. « Le rêve de grimper dans la hiérarchie de la petite balle algérienne a hanté l'équipe tout au long de la saison, après qu'elle a frôlé la montée lors de l'exercice précédent, si ce n'était l'amère défaite au cours de l'ultime match », assure le coach-président, visiblement ému par l'exploit de ses poulains. Hatem Boumegoura soutient que ses protégés « n'ont pas cédé au découragement et ont su renouveler leur détermina-

tion et s'armer de persévérance pour réaliser un excellent parcours qui leur a permis d'exaucer leur rêve d'accession après s'être classés 2^{èmes} au classement de division 2^e. Pour lui, en plus du challenge purement sportif, l'Espérance a dû faire face à « d'énormes difficultés financières qui avaient rendu problématiques le transport, les frais d'hôtel et de nourriture, ainsi que l'acquisition des équipements nécessaires à tout club visant l'accession.

Le ralliement inconditionnel des fans et leur soutien moral et financier ont aidé l'équipe à réaliser son rêve », ajoute le coach-président, estimant que le mérite revient principalement aux joueurs, à leurs efforts et leur dévouement à leur équipe dont ils portent les couleurs depuis

plus de dix ans, malgré des offres alléchantes reçues d'autres clubs, en particulier des pays du Golfe. L'équipe « dispose de nombreux talents découverts grâce aux efforts de formation, dès la catégorie Juniors », ce qui explique, selon lui, la convocation de plusieurs joueurs à des regroupements et à des stages de l'équipe nationale, notamment Houssein Boudemagh et Ramy Sidi Aïssa. Bien que l'équipe soit l'un des rares clubs dont le souci principal est de former, elle continue de souffrir d'un manque criant de ressources financières, « ce qui a empêché l'Espérance d'atteindre ses objectifs ces dernières années », affirme Hatem Boumegoura qui considère que « l'absence d'un sponsor officiel » pénalise grandement son équipe.

Ligue 2 : Centre-Ouest Aide financière allouée au WA Mostaganem

Une « importante » aide financière a été allouée au WA Mostaganem en guise de récompense après son accession en Ligue 2 amateur, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Cette prime, dont le montant n'a pas été dévoilé, a été remise aux responsables du WAM, lors d'un dîner organisé par la wali, Aïssa Boulahia, en l'honneur des joueurs et différents staffs du club, a précisé la même source. Au cours de cette cérémonie, le chef de l'exécutif de la wilaya de Mostaganem a réitéré son engagement de continuer à « soutenir les clubs locaux aussi bien sur le plan financier que moral », ajoute-t-on de même source. Il a, en outre, souhaité « d'autres succès au WAM et à l'ES Mostaganem qui ont contribué cette saison à procurer de la joie à la population locale », souligne-t-on encore. Le WAM, club fondé en

1945, retrouvera, la saison prochaine, le deuxième palier après 19 ans d'absence. Cette formation, qui a connu de sensibles changements au niveau de son effectif et staff dirigeant peu avant le début du championnat, a échoué de peu à accéder lors des deux précédents exercices. Mais sa troisième tentative s'est avérée la bonne, après avoir dominé copieusement le championnat du groupe Ouest, notamment lors de la phase retour, terminant l'épreuve en tête loin devant l'IS Tighennif. En revanche, le club voisin, l'ESM, n'a pas eu la même réussite, après avoir perdu son pari d'accéder en Ligue 1, suite à sa défaite lors de la 30^e et dernière journée de la Ligue 2 sur le terrain de l'ES Ben Aknoun (1-0). Ce dernier a décroché le seul billet ouvrant la porte à l'élite mis en jeu dans le groupe « Centre-Ouest ».

Mercato Soudani opte pour le NK Maribor



L'attaquant international algérien, Hilal Soudani, en fin de contrat avec Damac FC (Div.1 saoudienne), s'est engagé avec la formation slovène du NK Maribor, a annoncé la formation de première division sur son compte twitter. « Bienvenue au Jardin du Peuple, contrat jusqu'en 2025. Hilal Soudani portera le N.2 », a précisé le NK Maribor dans un communiqué. Le buteur algérien de 35 ans retourne ainsi en Europe après une expérience de deux saisons en Arabie saoudite, d'abord avec Al-Fateh SC puis sous les couleurs de Damac FC. Le NK Maribor, classé troisième au terme de la sai-

son 2022-2023, est désormais le septième club dans la carrière professionnelle de l'ancien joueur de l'ASO Chlef. Il a évolué successivement à Vitoria Guimares (Portugal), Dinamo Zagreb (Croatie), Nottingham Forest (Angleterre), l'Olympiakos (Grèce), Al-Fateh SC (Arabie saoudite), et Damac FC (Arabie saoudite).

8^e meilleur buteur de l'histoire de l'équipe nationale avec 24 réalisations, Soudani n'a plus été convoqué chez les « Verts » depuis les deux derniers matchs des qualifications de la CAN-2021, à Lusaka face à la Zambie et à Blida devant le Botswana.

Kebbal dans le viseur d'un club belge

Auteur d'une très belle deuxième moitié de saison avec le Paris FC en Ligue 2 française, Ilan Kebbal dispose de plusieurs offres et pourrait bien quitter le Stade de Reims durant le mercato estival.

Selon le confrère Nabil Djellit, l'ailier international algérien dispose d'une offre officielle en provenance du Standard de Liège

en Belgique. Ceci dit le club belge n'est pas le seul puisque plusieurs clubs de Ligue 1 française se sont manifestés pour s'attacher les services du joueur de 24 ans. À souligner que Kebbal a été prêté sans option d'achat par le Stade de Reims au Paris FC la saison écoulée pour lequel il a marqué à 4 reprises et délivré 6 passes décisives.

Dans les dunes du nord de la France Les migrants ballotés entre passeurs et policiers

Leurs ombres se dessinent à l'heure bleue, sur la crête des dunes. Préparés à une course-poursuite contre les policiers, quelque 200 migrants s'apprêtent à tenter la traversée vers l'Angleterre sur la plage de Gravelines, dans le nord de la France.



Voilà trois semaines qu'un «fort vent de nord-est» empêche les départs et paralyse les traversées et l'activité de ceux qui les marchendent, explique une source policière. Impossible pour les frères embarcations pneumatiques des passeurs aux moteurs capricieux, surchargés de dizaines de personnes, d'affronter la houle et les courants.

Mais aujourd'hui, le vent est tombé et la météo idéale. Et dans les campements à proximité, le flux de nouveaux arrivants est continu. Pour les passeurs, «il faut que ça parte, vite», poursuit cette source. Plusieurs dizaines de policiers sont là, entre les ruelles noires, le camping et la plage. Un jeu du chat et de la souris va débiter sur cette portion sauvage du littoral français, qui regorge de cachettes. En mer, l'eau de la Manche est glaciale et la traversée tue.

Depuis le naufrage qui a fait 27 morts en 2021, la surveillance est renforcée. Mais les candidats sont toujours plus nombreux : 46.000 ont réussi à gagner l'Angleterre en 2022 et 8.000 ont été secourus dans les eaux françaises, selon les autorités.

«ILS SAVENT QU'ON EST LÀ»

Un soleil rouge embrase la mer limpide. Seules les mouettes et le ronflement de la centrale nucléaire, toute proche, troublent le silence. Par équipes de quatre, des policiers arpencent massifs boisés et broussailles, où les passeurs ont l'habitude de cacher du matériel. «Ils savent qu'on est là, ça ne passera

pas cette nuit», avance l'un d'eux. Quinze silhouettes crèvent soudain la nuit en haut des dunes.

Vêtues de noir, démarche calme, ces complices des passeurs guettent, semblent défier les patrouilles qui s'éloignent. Et se lancent pour plus de deux heures dans un ballet mille fois répété, fait de repérages et re-

plis tactiques, à chaque mouvement des forces de l'ordre. Après 07H00, les policiers semblent partis : des dizaines d'autres silhouettes surgissent du sable, plus nerveuses, hésitantes. Une masse d'environ 80 migrants, pour beaucoup des hommes jeunes, se ruent vers l'Est, pour se cacher près de la centrale.

Un deuxième, puis un troisième groupe, jaillissent ensuite. D'abord une quarantaine d'hommes, équipés pour certains de gilets de sauvetage blancs. Eux courent se cacher à l'Ouest, avec quelques enfants, parfois en trébuchant. Il arrive que les migrants doivent eux-même porter des éléments du bateau.

RAGE

Une soixantaine d'autres se positionne au centre : des femmes, des couples, plus d'une dizaine d'enfants et quelques personnes âgées. L'une boîte. Le top départ est donné vers 08H00, sans un bruit. Le groupe à l'Est dévale la pente avec deux «small boats» partiellement gonflés, hissés sur plusieurs épaules. Au centre, les familles courent vers la mer, les enfants sous le bras.

Deux fillettes s'agrippent à leurs parents, l'une en doudoune dorée, l'autre en sweat rose.

Puis un cri puissant transperce l'air. Alerte. Depuis l'Ouest, deux voitures floquées «police» fendent la plage, avalent en quelques secondes la langue de sable. D'autres agents suivent en courant.

Les mères s'arrêtent, perdues. A l'Est, quelques-uns poursuivent leur course, vaine, jusqu'à l'eau. D'autres font demi-tour, escaladent la dune dans la confusion. Les policiers n'interpellent pas, mais repoussent les migrants vers leur point de départ.

De rage, une femme jette son gilet de sauvetage au sol. D'autres, mine défaite ou sourire triste, se font une raison. Ils disent venir d'Iran, d'Afghanistan, d'Irak ou du Vietnam.

Prêts à tout pour gagner l'Angleterre : le voyage, périlleux, se monte à 2.500 à 3.000 euros, selon les migrants. Généralement, l'argent est confié à un tiers et encaissé une fois que les migrants parviennent en Grande-Bretagne.

«J'ai déjà essayé quatre fois», confie un jeune Afghan. «On retiendra.»

Union Européenne Les eurodéputés se déchirent sur la biodiversité

Une violente bataille politique au Parlement européen menace l'avenir d'un projet de loi imposant des objectifs de restauration des écosystèmes, texte-clé du Pacte vert de l'UE catégoriquement rejeté par les eurodéputés conservateurs.

Le Parti populaire européen (PPE, droite), première force politique du Parlement, demande le retrait pur et simple du texte, susceptible selon lui de menacer la production agricole un rejet exceptionnel jugé opportuniste par les défenseurs du projet un an avant les élections européennes de 2024.

Cette législation fera jeudi l'objet d'un vote serré en commission Environnement, qui devra être confirmé en séance plénière et conditionnera de futurs pourparlers avec les Etats membres.

Le texte proposé mi-2022 par la Commission européenne imposait aux Vingt-Sept de restaurer d'ici 2030 les écosystèmes sur 20% des terres et espace marins de l'UE, puis sur l'ensemble des zones abîmées par la pollution ou l'exploitation intensive (forêts, prairies...) d'ici 2050.

Le compromis élaboré en commission Environnement modifierait cet objectif, en imposant plutôt des mesures de restauration d'ici 2030 pour 30% des écosystèmes abîmés en ligne avec l'accord à la COP15 biodiversité de Montréal.

Le projet prévoit aussi l'extension de zones «à haute diversité» (haies, mares, jachères, tourbières...) avec l'objectif indicatif qu'elles représentent 10% des terres agricoles à l'échelle de l'UE.

«L'étude d'impact fournie ne précise pas l'impact pour la production agricole, les surfaces protégées, le coût de la vie... On nous demande de signer un chèque en blanc, sans frein d'urgence si ça se passe mal», estime Esther de Lange, vice-présidente du PPE. Pour l'élue allemande,

de la législation menace également l'essor des industries vertes, en restreignant potentiellement le minage de matériaux critiques ou l'installation d'énergies renouvelables. Des arguments battus en brèche par la Commission, selon qui l'agriculture est davantage menacée par l'effondrement des pollinisateurs et de la biodiversité.

«BATAILLE IDÉOLOGIQUE»

De sources concordantes, le vote se jouera jeudi à quelques voix : outre la droite, quelques élus Renew (libéraux) affichent leurs réticences.

Un éventuel rejet devrait être confirmé par l'ensemble des eurodéputés en plénière, avec la possibilité de nouveaux amendements. Mais «politiquement, c'est évident qu'un rejet (jeudi) serait extrêmement difficile à inverser», prévient Pascal Canfin (Renew), président de la commission Environnement.

«On n'est plus dans la logique de compromis normalement à l'œuvre, c'est une pure bataille politicienne, idéologique (...) ce vote contre par principe est une posture incompatible avec la protection environnementale», indique-t-il à l'AFP.

Au cours de longues négociations, le PPE avait pourtant obtenu des assouplissements, qui figurent dans le compromis soumis au vote, notamment sur le principe de «non dégradation» des écosystèmes ou les critères contraignants de biodiversité des forêts.

«C'est désolant. Je ne vois pas d'autre explication que l'approche des élections et la volonté d'atti-

ser les peurs» du public, conclut l'eurodéputé socialiste Mohamed Chahim.

EQUILIBRE

Les Etats dont certains étaient initialement hostiles au texte sont eux en passe d'adopter une position commune lors d'une réunion des ministres de l'Environnement le 20 juin.

Si le président français Emmanuel Macron avait évoqué une «pause réglementaire», il avait précisé ne pas viser le Pacte vert en négociation. A l'inverse, outre la restauration de la nature, le PPE exige «un moratoire» sur d'autres textes-clés en débat, comme l'objectif de réduction des pesticides mais réfute toute visée électorale.

Pascal Canfin souhaitait trouver au Parlement un équilibre sur un ensemble de textes «restauration naturelle», pesticides, stockage de carbone, émissions polluantes des élevages... mais aussi une proposition attendue début juillet pour encourager les «nouvelles techniques génomiques», que le PPE devrait soutenir.

Un équilibre compromis par le PPE, qui réclame à Bruxelles une nouvelle proposition sur la restauration de la nature. «Cela n'arrivera pas, que cela soit clair», a martelé le 22 mai le vice-président de la Commission Frans Timmermans devant des parlementaires.

«Le Pacte vert n'est pas un + menu à la carte (...) On ne peut garantir la production alimentaire, les revenus des agriculteurs et une bio-économie prospère si on ne restaure pas la nature», si les sols «sont pollués, ravagés par les pesticides».

Communiqué

Djezzy offre 300 minutes d'appels gratuits pour les pèlerins Algériens !



A l'occasion du Hadj 2023, Djezzy lance une action inédite sans aucune condition afin d'accompagner ses abonnés pèlerins durant toute la saison du Hadj aux Lieux Saints de l'islam.

Une fois en Arabie Saoudite, l'abonné reçoit automatiquement un bonus gratuit de 300 minutes d'appels vers Djezzy qui lui permettra de rester en contact avec ses proches durant tout le séjour.

Plus encore ! Pour permettre à un plus grand nombre de pèlerins de profiter de cet avantage, Djezzy leur offre une SIM prépayée gratuite au niveau de toutes ses boutiques à travers le territoire national. Djezzy annonce par la même occasion le lancement de ses nouveaux forfaits Roaming HADJ qui permettront aux clients de Djezzy de profiter de bonus internet, d'appels vers Djezzy, d'appels reçus et de SMS.

Les forfaits Roaming se déclinent comme suit : Pour 1000 DA, le client bénéficie de 1Go d'internet valable 7 jours. Pour 2000 DA, le client accède à 1Go d'internet, 15 minutes d'appels vers Djezzy, 30 minutes d'appels reçus et à 30 SMS, le tout valable pendant 7 jours. Pour 3000 DA, c'est un forfait de 3Go d'internet valable 30 jours qui est offert au client.

Les pèlerins qui souhaitent profiter d'un maximum d'avantages peuvent souscrire au forfait de 5000 DA, qui leur permet de bénéficier de 3 Go d'internet, de 60 minutes d'appels vers Djezzy, de 60 minutes d'appels reçus et de 60 SMS, le tout valable pendant 30 jours. Les forfaits Roaming HADJ et OMRA sont disponibles pour les clients particuliers et entreprises de Djezzy. Il leur suffit de composer le *720*11#, (particuliers) et le *707*25#, (entreprises) ou de se connecter à l'application Djezzy App.

Pour davantage d'information veuillez visiter la page OFFRE HADJ et OMRA (djezzy.dz). Djezzy souhaite à tous les pèlerins algériens un agréable séjour et un très bon retour au pays.

Brésil Plus de 20.000 km² de forêt défrichés en 2022

Le Brésil a perdu 20.576 km² de forêt l'an dernier, soit une déforestation supérieure de 22,3% à celle enregistrée en 2021 et qui équivalait à un pays comme la Slovaquie, selon une étude publiée lundi par le réseau scientifique MapBiomas.

Le Brésil a défriché en moyenne 56,4 kilomètres carrés de forêts, de savanes ou de flore rurale chaque jour l'année dernière, selon MapBiomas, un réseau qui rassemble des ONG, des universités et des entreprises technologiques dédiées à l'analyse de l'exploitation des terres grâce à des images satellitaires.

Le rapport annuel sur la déforestation 2022 de MapBiomas inclut la dévastation sur tout le territoire brésilien sur la base de l'analyse des 76.193 points où les satellites ont émis des alertes au sujet de la disparition de la couverture végétale dans tous les écosystèmes du pays, y compris l'Amazonie, le Cerrado (savane) et le Pantanal.

D'après MapBiomas, au cours des quatre dernières années, depuis qu'il a commencé à publier des rapports annuels sur la déforestation, le Brésil a perdu environ 66.000 km² de couvert végétal.

Le géant latino-américain avait perdu 16.824 km² en 2021, soit une superficie supérieure de 20 % à celle dé-



truite en 2020. La plus grande dévastation au Brésil l'année dernière a été enregistrée en Amazonie, la forêt tropicale humide la plus vaste au monde, avec la destruction de 11.926 km² (une superficie de la taille du Qatar), soit 58 % de toute la végétation déboisée du pays.

Les chiffres de MapBiomas révèlent que l'Amazonie brésilienne a perdu en moyenne 21 arbres par seconde l'an dernier. Parmi les écosystèmes qui ont perdu le plus de couverture végétale en 2022 figurent le Cerrado, avec 6.597 km² déboisés (32,1 % du total) et la Caatinga (zone semi-aride du nord-est), avec 1.406 km² (6,8 %).

Dans la forêt atlantique, l'écosystème le plus dévasté du pays et qui a déjà perdu 71% de son couvert végétal, 100 km² ont été détruits l'an

dernier (1,5 % du total). L'étude MapBiomas a conclu que les zones les plus touchées par la déforestation l'année dernière étaient celles couvertes par la végétation de jungle (64,9% du total), suivies par la végétation de savane (31,3%) et la végétation de campagne (3,6%).

Elle a également conclu que les zones les plus préservées, en revanche, sont celles occupées par les autochtones, où la déforestation équivalait à 1,4% de la superficie détruite l'année dernière dans le pays.

L'exploitation forestière liée à l'agriculture était responsable de 95,7% de toute la déforestation enregistrée l'année dernière au Brésil, l'un des plus grands producteurs et exportateurs mondiaux de produits alimentaires et un leader mondial de produits tels que la viande et le soja.

Communiqué

Restez en contact avec votre famille grâce au nouveau forfait Roaming Spécial Hadj de Ooredoo

Ooredoo accompagne les pèlerins dans leur voyage aux lieux saints de l'Islam et lance, à l'occasion du Hadj 2023, un nouveau forfait Roaming leur permettant d'effectuer et de recevoir des appels. En effet, pour cette saison du pèlerinage, Ooredoo propose à ses clients un nouveau forfait Roaming leur permettant de bénéficier de 100 min d'appels à 2500 DA. Pour bénéficier de ce nouveau forfait Roaming, il suffit au client de composer le code *160#. Cette offre est valable pour l'ensemble des clients de Ooredoo en formules prépayée et post payées, et sur les réseaux mobiles en Arabie Saoudite (Zain, Mobily).

A travers cette offre, les pèlerins détenteurs d'une puce Ooredoo auront l'opportunité de rester en contact avec leurs familles et proches durant leur Hadj et partager avec eux les moments de piété durant leur séjour dans les lieux Saints.

100 MIN D'APPELS EN ARABIE SAOUDITE

Restez en contact avec vos proches



Publicité



AOA Spa
Capital Social : 50 000 000 000 DA,
Registre du commerce : N° 31/00-0110058 B08
Siège social : Hai TAFNA, n°06 rue Benzrida Benaouda
-Tour Jasmin - lot n°146, 1er Etage - Oran Tél/Fax : 041766230

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

El Sharika El Djazairia El Omania Lil Asmida. « A.O.A Spa », lance un Avis d'Appel d'Offres National Ouvert Réf AOA : N° 02/ELEC /2023

Pour :

«POUR LE REBOBINAGE DES MOTEURS BASSE TENSION 400V DE L'USINE D'AOA SPA»

Les Sociétés intéressées, peuvent obtenir le cahier des charges après transmission par e-mail, d'une copie du registre de commerce portant code d'activité correspondant à l'objet de l'appel d'offres, auprès du Département C.C.C - AOA Spa :

« Département Consolidation et Conclusion des Contrats »

Courriel : spm@aoa.dz

La date de retrait de cahier de charges, est fixée à vingt (20) jours à compter de la date de parution du présent avis d'appel d'offres sur Le Quotidien d'Oran .

La date de dépôt des offres sera communiquée aux soumissionnaires par email .

Cette date peut être prorogée par AOA Spa et sera communiquée aux soumissionnaires par e-mail dans ce cas.

APARTEMENTS

■Loue F3 angle rue Mostaganem, RDC Bureau (3U) - F2 St-Pierre, 1^{er} (2,5U) - F2 Coca, 1^{er} (2,5U) - F2 Cité Lescure, 10^e (2U) - F4 Karguentah, 2^e (4U) - 2 villas à El Kerma (4U) (5U) - Ag ABDAL-LAH : 041.38.62.87/0770.40.87.48

■Vends studio 30 m² avec cuis, SDB, 1^{er} à Gambetta + terrain 162 m² DF Pt/Jour, Bd commercial + F4 130 m² 2^e C/V rue Med Khemisti + local de 152 m² Bd princip Belgaid + villa 150 m² R+2 Courbet + MM 325 m² à Gdyl - Cab Immo 041.36.16.43/42

■A louer F4 RDC Gde terre + F2, 1^{er} rue Khemisti + studio 3^e Hai Sabah + studio RDC élevé équipé st-Eugène + F3, 1^{er} Boulanger pour bureau + villa R+2 pour société Emir Aek + F4, 1^{er} bâtiment Zalamite - A louer F3, 2^e équipé Belgaid -A.V F6, 3^e Hai Salam-AG RAHIMOU : 0557.23.91.30 - 0770.35.67.75

VILLAS

■Vds belle maison à Savignon, sup 120 m², au rdc, gd sal + garage + gde chambre + cuis et salle à manger, 1^{er} gd sal + un appart avec 4 chambres et hall. Tél : 041.74.66.70 - 0542.26.01.14

■Oran : Vends ou échange F3, Oran + complément, villa actée près mosquée Emir Abdelkader, sup 140 m². rdc 2 gds garages 4m H + sanitaires, 1^{er} étg, salon séjour, cuisine, WC, hammam, 2^e ét 4 ch, hammam + WC, 3^e étg gde pièce + terrasse. Toutes commodités, grand standing Tél : 0560.39.60.48 ou 0771.90.61.28

■Urgent vd belle villa, actée, 226 m², 2 faç, s/sol + RDC + 1^{er}, buanderie, à finir au C/V de de Targa, secteur très calme et sécurisé à 5 km des plages et 45 mm d'Oran Px: 1.8 MD Neg. poss en plusieurs. Tel: 0657.27.53.56 / 0795.45.67.28

LOCAUX

■A louer showroom R+1, bien aménagé, ttes commodités, (Internet, eau, sanit, cuis...), 180 m², chaque niv + cour non couverte de 400 m², bien situé sur Bd commercial à cité Amir Aek/Oran, idéal pour tout commerce. Px après visite - Tél : 0782.55.55.41

■A louer cafétéria 130 m², rdc + terrasse de 30 m², bien aménagé, avec matériel complet et papiers, en activité clientèle assurée, bien située à Maraval /Oran - tél : 0553.61.86.46

■P.I Met en vente locaux commerciaux à Oued Tlelat et des F4 (100 m²) à Béthioua 2^e, & 3^e étage (Accepte crédit bancaire) Contacter : 0778.57.04.42 - 0778.88.80.79

■A vendre local commercial, acté, 2 façades, 4 rideaux, 2 niv, s/sol 115 m², bien aéré avec fenêtres + RDC, 80 m², sup 195 m², idéal pour tout commerce (pressing, ag de voyages, pizzeria, bureau...) à Courbet Seddikia Oran/visite de 9h à 16h, tous les jours - 0661.20.80.04

■A vendre 2 locaux jumelés, 2 rideaux, bien aménagés 46 m² + 38 m² (84 m²) à Hai Yasmine 2, Oran actés, eau+ élect convient salon esthétique + coiffeuse, crèche enfants. Appel de 9h à 21h30. Tél : 0770.10.65.38 - 0673.11.16.91. Merci

EMPLOIS

■Père de famille habite au centre-ville cherche emploi comme chauffeur, gardien ou autre ; apte à travailler de jour comme de nuit. Tél : 0793.41.39.24

■Pizzeria à Oran, cherche cuisinier, aide-cuisinier, employé (F/H), sachant faire les salés + femme de ménage sérieuse, disponible de suite, habitant les environs Akid Lotfi - 0798.37.42.11

TERRAINS

■A vendre lot terrain 650 m², 2 façades, acté, idéal pour promotion immobilière à la rue Chahid Abdelkader, à côté BEA, Mediouni /Oran - Tél : 0698.51.84.62

DIVERS

■A louer licence de café, wilaya Oran - Tél : 0557.01.51.35

40^e JOUR

A la mémoire de notre cher époux et père

M. BAHIRI

Mohamed Hamid

Cela fait déjà

quarante jours

depuis que tu nous as quittés, en

silence, vers ta dernière demeure.

Ta sagesse, ta bonté, ta générosité et

surtout tes conseils nous manquent

tellement. Le vide que tu as laissé

dans nos cœurs est immense ; on

essaie de surmonter cette douleur

en étant forts comme tu l'étais, un

grand homme fort. Rabi Yerhmek

cher époux, papa et papounet

comme te surnommaient tes petits-

enfants. On ne t'oubliera pas et tu

resteras à jamais dans nos cœurs.

Ton épouse, tes filles et ton fils



SORFERT -Algérie SPA

Route de Wilaya N° 32, Section 387,

Ilot N° 83 - Oran

R.C N° 0109284 B07

NIF: 000731010928417

AVIS D'INFRUCTUOSITE

Avis d'Appel d'Offres National et National Ouvert

N° 02/SO/D.TECH/2023

Portant : Acquisition, installation et mise en service de l'extension de l'unité de déminéralisation de l'eau par 01 échangeur ionique d'une capacité de 300m³/h (cationique et anionique) Et 01 échangeur mixte d'une capacité de 400m³/h pour le Compte du Complexe d'Ammoniac et d'Urée de SORFERT Algérie Spa.

Conformément aux procédures internes de la société, la société Sorfert Algérie Spa, informe les soumissionnaires concernés, que l'avis d'appel d'offres N° 02/SO/D.TECH /2023 est déclaré infructueux.

La Direction Générale

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE MASCARA
DIRECTION DE L'EDUCATION

Avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales n° 02 /2023

Projet : Renouvellement des équipements des établissements scolaires au profit du cycle moyen

a direction de l'éducation de la wilaya de Mascara lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales pour le Renouvellement des équipements des établissements scolaires au profit du cycle moyen en 02 lots :

- Lot n° 01 : équipement scolaire
- Lot n° 02 : équipement administratif

Les personnes physiques ou morales exerçant dans l'ensemble du territoire national, spécialisés dans le domaine de fourniture d'équipements scolaires (fabriquant, importateur ou grossiste) et disposant d'un registre du commerce, compatible avec leur activité commerciale et le matériel à acquérir, peuvent soumissionner, et sont invitées à retirer les cahiers des charges auprès de la direction de l'éducation de la wilaya de Mascara – service programmation et suivi sis Place Emir Khaled. Tél : 045-71-84-86

Les offres doivent être obligatoirement accompagnées d'un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière :

1- Dossier de candidature contient :

- La déclaration de candidature selon le modèle joint dans le cahier des charges dûment remplie, paraphée et signée par le soumissionnaire.
- La déclaration de probité selon le modèle joint dans le cahier des charges dûment remplie, paraphée et signée par le soumissionnaire.
- Les statuts (pour les sociétés).
- Bilans financiers de l'année 2022.
- Copie du registre de commerce électronique
- N° d'identification fiscale NIF pour les soumissionnaires nationaux et les soumissionnaires étrangers ayant déjà travaillé en Algérie
- Les références bancaires
- Délégation de signature s'il y a lieu
- Copie du casier judiciaire
- Copie de l'extrait de rôle apuré ou avec échéancier
- Copie de l'attestation de dépôt des comptes sociaux
- Attestations fiscales et d'organisme de sécurité (CNAS, CASNOS)
- Copie d'affiliation à la CNAS pour chaque employé
- Attestation de travail signée par le soumissionnaire pour chaque employé
- Copie de la carte grise pour le véhicule cité de dans les moyens matériels
- Copie de l'assurance du véhicule en cours de validité
- Copie du contrat notarial de location du véhicule

2- Offre technique contient :

- La lettre de soumission selon le modèle joint dans le cahier des charges dûment remplie, paraphée, signée et établie.
- Le cahier des charges (instruction aux soumissionnaires, caractéristiques et dimensions des équipements) rempli, paraphé et portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté »
- Un mémoire technique justificatif selon le modèle joint dans le cahier des charges dûment rempli selon le modèle du cahier de charge.

3 - Offre financière contient :

- La lettre de soumission selon le modèle joint dans le cahier des charges dûment remplie, paraphée et signée par le soumissionnaire.
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) rempli, paraphé et signée par le soumissionnaire.
- Le détail quantitatif et estimatif (DQE) rempli, paraphé et signée par le soumissionnaire.

Remarque :

Les offres doivent être adressées à Monsieur le Directeur de l'Education de la Wilaya de Mascara – Service programmation et suivi, sis, Place Emir Khaled Mascara (l'ouverture des plis aura lieu le même jour). Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière. Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention :

Appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales n° 02 /2023
Lot n° : (Citez les lots choisis)..... :

(à ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture et d'évaluation des plis)

La durée de préparation des offres est fixée à 20 jours à compter de la date de la première publication de l'avis d'appel d'offres dans la presse ou dans le bulletin officiel des marchés public (BOMOP). La date de dépôt des offres correspondant au dernier jour de la préparation des offres et l'heure limite est fixée de (08h) du matin jusqu'à (13:30h). L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 14h au siège de la direction de l'éducation de la wilaya de Mascara- service de la programmation et du suivi (les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis) et au cas où ce jour coïncide avec le weekend ou un jour férié l'ouverture des plis aura lieu le jour ouvrable qui suit à la même heure).

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant la période de préparation des offres augmentée de trois (03) mois.

ANEP N° 2331005531 Le Quotidien d'Oran 14/06/2023

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

ⵟⵓⵔ ⵏ ⵓⵎⵎⵓⵔ ⵏ ⵓⵎⵎⵓⵔ ⵏ ⵓⵎⵎⵓⵔ

MINISTÈRE DU COMMERCE

ⵟⵓⵔ ⵏ ⵓⵎⵎⵓⵔ ⵏ ⵓⵎⵎⵓⵔ ⵏ ⵓⵎⵎⵓⵔ

Direction du Commerce
de la Wilaya de Tlemcen

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

NIF : 0 964 1301 91364 29

Conformément aux Disposition de l'article 65 alinéa 2 du Décret Présidentiel n°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des Délégation de Service public. La Direction du Commerce de la wilaya de Tlemcen informe tous les soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales affiché le 14 et le 15 et le 18/05/2023 pour la : l'Achèvement de la réalisation de onze (11) marches de proximité au profit des jeunes à travers la wilaya de Tlemcen /01 marche à ghazaouet

Et qu'à l'issue de l'évaluation des offres en date du 31/05/2023 conformément à l'article 26 du cahier des charges les travaux ont été attribué provisoirement comme suit :

Le projet	Entreprise	Note de l'offre Technique (note Elimination 60 points)	Montant /DA	Délai / mois
L'Achèvement de la réalisation de onze (11) marchés de proximité au profit des jeunes à travers la wilaya de Tlemcen /01 marche à ghazaouet	EURL BHM CONSTRUCTION	100	65.866.500,00	05

OBSERVATION :

Conformément aux disposition de l'article 82 Décret Présidentiel n°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégation de service public. Tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours dans un délais de (10) dix jours à compter de la date de la publication de l'avis d'attribution. Et cela devant la commission de recours de la direction du commerce.

MR LE DIRECTEUR

ANEP N° 2331005546 Le Quotidien d'Oran 14/06/2023

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ORAN
DAIRA DE BIR EL DJIR
COMMUNE DE BIR EL DJIR
SM/N° :/2023

2ème AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALE N° ./2023

N.I.F EN INSTANCE

Le président de l'assemblée populaire communale de Bir El Djir, lance un 2ème avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

AMENAGEMENT URBAIN DOUAR BELGAID

Les entreprises qualifiées et intéressées par le présent avis peuvent retirer les cahiers des charges au près du bureau des marchés de la commune de Bir El Djir contre un paiement de 10 000 Dinars.

Condition d'éligibilité :

Pour que les soumissionnaires soient éligibles à participer à cet appel d'offres, ils doivent satisfaire aux conditions suivantes :

-Posséder un certificat de qualification et de classification professionnelle en cours de validité de catégorie supérieure ou égal à quatre (04) ayant comme activité principale « travaux publics ».

Le récépissé

de dépôt en cas d'expiration de la qualification ne pourra en aucun cas remplacer celle-ci, et le soumissionnaire est considéré comme inéligible pour soumissionner

-Avoir réalisé au moins deux (02) projets similaires, il est entendu par projet similaire tout travaux de route (nouvelle création, aménagement, dédoublement, modernisation, réhabilitation, dont le montant est supérieur ou égal à 15.000.000,00 DA.

NB : l'attestation de bonne exécution délivrée par maître d'ouvrage public doit être détaillée ou annexée par un Devis Quantitatif et Estimatif.

Les soumissionnaires doivent présenter leurs offres comme suite :

1- Dossier de candidature

1- Déclaration de candidature ; remplie datée et signée :

Dans la déclaration de candidature, le candidat ou le soumissionnaire atteste qu'il :

- * n'est pas exclu ou interdit de participer aux marchés Publics conformément aux dispositions des articles 75 et 89 du présent décret ;
- * n'est pas en redressement judiciaire et que son casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois porte la mention « néant ». Dans le cas contraire, il doit joindre le jugement et le casier judiciaire. Le casier judiciaire concerne le candidat ou le soumissionnaire lorsqu'il s'agit d'une personne physique, et du gérant ou du directeur général de l'entreprise lorsqu'il s'agit d'une société ;
- * est en règle avec ses obligations fiscales, parafiscales et envers l'organisme en charge des congés payés et du chômage intérimaires des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de hydraulique, le cas échéant, pour les entreprises de droit algérien et les entreprises étrangères ayant déjà exercé en Algérie ;
- * est inscrit au registre de commerce ou au registre de l'artisanat et des métiers, pour les artisans d'art ou détenant la carte professionnelle d'artisan, en relation avec l'objet du marché
- * a effectué le dépôt légal des comptes sociaux, pour les sociétés de droit algérien ;
- * détient un numéro d'identification fiscale, pour les entreprises de droit algérien et les entreprises étrangères ayant déjà exercé en Algérie

2- une déclaration de probité ; remplie datée et signée :

3- les statuts pour les sociétés ;

4- les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise

5- tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou, le cas échéant, des sous-traitants :

A/ Capacités professionnelles :

Certificat de qualification et de classification en cours de validité catégorie 04 et plus ayant comme activité principale « travaux publics »

B/ Capacités financières:

Moyens financiers justifiés par les bilans des trois (03) dernières années, approuvés par les services des Impôts et les références bancaires.

C/Capacités techniques:

Moyens humains

* Liste nominative du personnel d'encadrement avec leurs CV signés et diplômes et leur déclaration CNAS par attestation d'affiliation.

* Moyens matériels : la liste des matériels et engins à utiliser pour les travaux justifiés par la copie de cartes grises avec assurances en cours de validité pour le matériel roulant, et par des factures d'achat

*Références professionnelles : attestations de bonne exécution délivrées par des services contractants publics.

7- Copie de registre de commerce électronique

8- Mise à jour CNAS, CASNOS et CACOBATH en cours de validité

9- Extrait de rôles apurés ou avec un échéancier de paiement et porte la mention de inscrit au fichier national des fraudeurs

10- Extrait du casier judiciaire du gérant de l'entreprise ou du directeur général de l'entreprise en cours de validité

11- Copie de l'attestation de dépôts des comptes sociaux pour les sociétés.

12- Copie de numéro d'identification fiscale « NIF »

2- L'offre technique comprendra :

1. Une déclaration à souscrire remplie datée et signée

2. Planning + délais

3. Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret présidentiel n°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

4. Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

5. Reçus de paiement du cahier des charges

3. L'offre financière comprendra :

1. la lettre de soumission remplis daté et signé ;

2. le bordereau des prix unitaires (BPU) remplis daté et signé ;

3. le détail quantitatif et estimatif (DQE) remplis daté et signé ;

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet des offres ainsi que la mention (dossier de candidature), (offre technique) et (offre financière) selon le cas, ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres ». et doivent être déposée au niveau du siège de l'APC de Bir El Djir, portant l'expression suivante :

A Monsieur Le Président De L'APC De Bir El Djir .

AMENAGEMENT URBAIN DOUAR BELGAID

« Soumission à Ne Pas Ouvrir Que par la commission d'ouverture des plis et évaluation des offres »

Le délai de préparation des offres est fixé à Dix (10) jour à partir du 1^{er} parution dans les journaux quotidiens et le BOMOP.

-Si la date limite de dépôt coïncide avec un jour de férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant à dix (10h00)

- La séance d'ouverture des plis techniques et financières se tiendront au siège de l'APC le même jour à 11 h00

- les soumissionnaires sont cordialement invités à y assister.

-Le soumissionnaire restera engagé par son offre pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite du dépôt des offres.

LE PRESIDENT DE L'APC

ANEP N° 2331005512 Le Quotidien d'Oran 14/06/2023

2

20.10 La vie devant toi



Téléfilm dramatique - France - 2022
Avec Zoé Héran, Maira Schmitt, Eléonore Bernheim, David Kammenos
Violette Saugier, 16 ans, vient de s'installer avec ses parents Emma et Mathieu à Rouen. À la rentrée, la jeune fille, promise à un avenir de nageuse de compétition, entre en classe de première option sport. Alors qu'elle enchaîne les entraînements, elle fait la connaissance de Lisa. Violette se fait agresser alors qu'elles étaient ensemble sur les quais de Seine.

3

20.10 Le monde de Jamy



Episode 34 : Sécheresse, canicules : allons-nous manquer d'eau cet été ?
Les nappes phréatiques sont à un niveau critique, et la polémique entourant la gestion des "bassines" agricoles est de plus en plus intense. Les mesures de restriction de l'eau sont mises en place dans certaines régions. Face à la perspective d'une pénurie cet été, il est essentiel de comprendre comment nous allons faire face à cette situation.

4

20.10 Le bac philo des humoristes



Après un beau succès rencontré lors des deux premières éditions, le bac philo des humoristes fait son grand retour en présentiel. Cette année, il se déroule en direct sur Culturebox depuis le Théâtre Libre. Attention ici pas de ratissage pour les artistes. 10 candidats humoristes découvriront le sujet le 14 juin au matin et devront le traiter et s'exprimer sur scène pendant 7 à 8 minutes le soir devant 900 examinateurs. Ceux-ci sont bien décidés à rire.
19.40 Génération Paname
20.45 Basique, les sessions

5

arte

G8

10.10 Planète bleue
11.05 Terres extrêmes
12.00 Les 100 lieux qu'il faut voir
12.35 Le magazine de la santé
13.35 Consomag
13.40 Le règne des lions du Masaï Mara
15.30 Basilosaurus, la baleine carnivore
16.25 L'invité de C dans l'air
16.40 C dans l'air
17.55 C à vous
19.00 C à vous la suite
20.00 Les docs de La Grande Librairie
21.30 C ce soir
22.40 C dans l'air

08.25 Les poisons de Poutine
11.50 Les parcs naturels... en Minuscule
14.40 Les Pyrénées secrètes
15.35 La Méditerranée révélée
16.20 Invitation au voyage
17.55 ARTE Regards
18.30 Le dessous des images
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
19.51 Music Queens
19.55 Casa Susanna
21.30 The Hours

09.28 TPMP : deuxième partie
09.51 Touche pas à mon poste !
10.36 TPMP en #TT
11.42 L'éphéméride
11.45 William à midi : première partie
12.30 William à midi
13.20 Inspecteur Barnaby
17.02 L'éphéméride
17.10 Le 6 à 7
17.40 Le 6 à 7 avec Baba
18.40 TPMP : première partie
19.50 Touche pas à mon poste !
20.20 Mongeville
22.03 L'éphéméride
22.10 Mongeville



CANAL+ 20.06

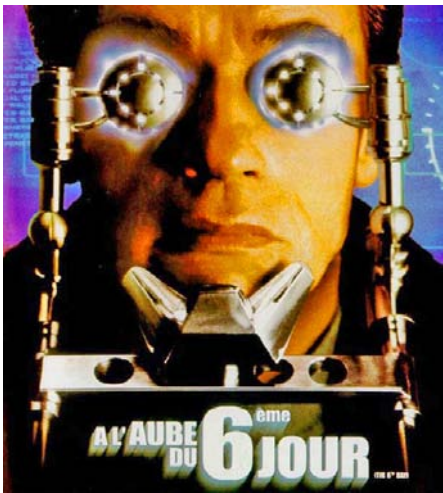
AVATAR : LA VOIE DE L'EAU

Film de science-fiction - Etats-Unis - 2022
Avec Sam Worthington, Zoe Saldana, Sigourney Weaver, Stephen Lang

Le temps a passé sur la planète Pandora et Jake Sully, qui vit désormais à travers son avatar Na'vi, mène une existence paisible comme chef du clan Omatikaya, avec son épouse Neytiri, leurs fils Neteyam et Lo'ak, leur fille Tuk, Spider, le fils du colonel Quaritch, et leur fille adoptive Kiri, née de l'avatar Na'vi de Grace Augustine. Mais cet équilibre est perturbé par le retour des humains sur Pandora.

CINE + FRISSE 19.50

A L'AUBE DU SIXIÈME JOUR



Film de science-fiction - Etats-Unis - 2000
Avec Arnold Schwarzenegger, Tony Goldwyn, Michael Rooker

Aux Etats-Unis, en 2030, le clonage des animaux domestiques est devenu légal mais pas celui des êtres humains. Pourtant, un soir, en rentrant chez lui, Adam Gibson, manque d'être tué dans un terrible accident. L'homme, propriétaire d'une prospère entreprise de voyage en hélicoptère, n'est pas au bout de ses mauvaises surprises : il découvre en effet avec stupeur qu'un double de lui est en train de souffler les bougies de son gâteau d'anniversaire, entouré de sa famille.

RTL9 19.55

LE ROI SCORPION



Film d'aventures - Etats-Unis - Allemagne - Belgique - 2002
Avec Dwayne Johnson, Steven Brand, Michael Clarke Duncan, Kelly Hu

Grâce aux visions d'un sorcier, le roi Memnon reste invaincu dans la guerre qu'il mène contre des tribus nomades. Menacées de disparaître, ces dernières choisissent le meilleur de leurs guerriers, le roi scorpion Mathayus. S'introduisant dans le temple de la ville, Mathayus découvre que le sorcier est une femme, la belle Cassandra. Il l'enlève et s'enfuit avec elle.

TÉLÉVISION

TF1

20.10 Grey's Anatomy



10.00 Les Feux de l'amour
10.50 Les douze coups de midi
12.00 Journal
12.45 Météo
12.55 Chassez l'amour, il revient au galop
14.40 La recette du coup de foudre
16.30 Familles nombreuses : la vie en XXL
17.30 Ici tout commence
18.10 Demain nous appartient
18.55 Météo
19.00 Journal
19.50 Météo
20.00 C'est Canteloup

Série hospitalière - Etats-Unis - 2022
Saison 19 - Episode 15/20

- Caractères héréditaires

Avec Chandra Wilson, James Pickens Jr., Justin Chambers, Jake Borelli

Winston espère toujours que Maggie restera à Seattle mais sa femme continue de penser que le poste qu'on lui propose à Chicago est l'occasion d'une vie. Amelia est sous le choc après avoir appris que Kai a accepté de travailler à Londres. Owen et Yasuda prennent en charge Lindsay Allyn, 37 ans, qui est tombée dans sa douche.

6

20.10 Recherche appartement ou maison



10.30 Ça peut vous arriver chez vous
11.30 L'œil de Philippe Caverivière
11.45 Le 12.45
12.40 Scènes de ménages
13.00 Un jour, un doc
16.00 Nos vacances en camping-car
17.40 Nouvelle maison pour une nouvelle vie
18.45 Le 19.45
19.30 Scènes de ménages

Présenté par Stéphane Plaza, Mathieu Beyer, Agnès Bardoux

Après leur voyage à l'île Maurice, Christopher et Myriam ont décidé de quitter la Corse pour l'archipel de l'Océan Indien avec leurs trois enfants. Stéphane Plaza les aide à trouver un logement ou un hôtel. De son côté, à Metz, Mathieu Beyer cherche la maison qui permettra à Benoit et à Emmanuelle, à la tête d'une famille recomposée d'accueillir toute leur fratrie.

CANAL+ 16.21

16.21 The Tonight Show Starring Jimmy Fallon



Présenté par Jimmy Fallon

Présenté par le talentueux Jimmy Fallon, The Tonight Show, diffusé d'abord aux Etats-Unis, propose un moment unique : interviews décalées, gags délirants, parodies hilarantes, sketches mythiques, défis rocambolesques. Une pléiade de stars est invitée chaque soir pour contribuer à ce grand moment de divertissement et d'humour.

17.25 Clique
18.58 En aparté
20.06 Avatar : La voie de l'eau

PLANETE +

TFX

W9

08.32 D-Day : l'histoire interdite du débarquement
10.02 Léopée des gueules noires
11.45 Khéops, mystérieuses découvertes
14.55 Munich 72, des jeux et du sang
16.44 Faites entrer l'accusé
18.16 American Pickers, la brocante made in USA
19.55 Les présidents et la télévision
21.29 Winston Churchill, un géant dans le siècle

08.45 Mamans & célèbres
10.45 Clap !
11.15 Super Nanny
14.45 Quatre mariages pour une lune de miel
18.00 La villa
19.00 Friends
20.00 Petits plats en équilibre
20.05 Cleaners les experts du ménage

TFX

08.30 Teen Wolf
12.50 Einstein : équations criminelles
16.05 Parents mode d'emploi
20.10 Alerte Cobra

08.00 W9 Hits
09.40 HDM : L'hebdo de la musique



10.40 Le hit W9
11.45 Météo
11.50 NCIS
15.40 Un dîner presque parfait
18.50 Love Island
20.00 Météo
20.05 Enquêtes criminelles

France : le ministre de l'Economie visé par une enquête



Le ministre français de l'Economie et poids lourd du gouvernement, Bruno Le Maire, est visé par une enquête pour un possible financement illégal de campagne remontant à 2016, allongeant la liste des membres de l'exécutif inquiétés par la justice.

Les investigations ouvertes début juin devront déterminer si des dons illégaux ont été accordés au micro-parti fondé par M. Le Maire en 2016 quand il avait été un des candidats malheureux à la primaire de la droite pour la présidentielle de 2017, a indiqué lundi une source proche de l'enquête sous couvert d'anonymat.

Aujourd'hui mis en sommeil, son micro-parti baptisé «Avec BLM» avait récolté 2 millions d'euros et avait ensuite peiné à éponger ses dettes, selon le site d'investigation Mediapart. Agé de 54 ans, il est parfois présenté comme un possible candidat à la succession d'Emmanuel Macron en 2027. Plusieurs autres ministres et proches du chef de l'Etat sont déjà mis en cause dans des enquêtes.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Conseil de sécurité: débat ouvert sur l'impact du changement climatique

L'impact du changement climatique sur la paix et la sécurité internationales est au centre d'un débat ouvert mardi au Conseil de sécurité de l'ONU.

Au moins 70 participants, dont des membres du Conseil, des Etats membres de l'ONU et des missions d'observation, devaient prendre la parole lors du débat public.

Le secrétaire général adjoint des Nations unies pour les opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, devrait faire un briefing, outre l'ancien président de la Colombie, lauréat du prix Nobel de la paix et membre du groupe de personnalités internationales influentes «The Elders» (les Anciens/les sages)-, Juan Manuel Santos, et un représentant de la société civile du Moyen-Orient. La rencontre, la deuxième réunion officielle du Conseil cette année sur un sujet lié



au changement climatique, à la paix et à la sécurité, devrait souligner comment l'action climatique

peut fournir des points d'entrée pour prévenir et résoudre les conflits et construire la paix.

Etats-Unis: trois morts et trois blessés dans une fusillade

Trois personnes ont été tuées et trois autres blessées dans une fusillade perpétrée dimanche soir à Annapolis dans le Maryland (est des Etats-Unis), a indiqué la police.

Un suspect a été placé en garde à vue après que six person-

nes ont été attaquées dans une résidence privée de la capitale du Maryland, a souligné la police.

Le chef de la police du département d'Annapolis, Edward Jackson, a déclaré qu'il s'agissait d'un conflit personnel qui a dégénéré et provoqué la fu-

sillade, ajoutant qu'au moins une arme a été récupérée.

Trois personnes ont été déclarées mortes sur les lieux et trois autres ont été transportées vers des hôpitaux pour recevoir les soins nécessaires, a indiqué la police.

France: le gouvernement survit à une 17^e motion de censure en un an



La nouvelle motion de censure déposée contre le gouvernement français par l'opposition de gauche a été sans surprise rejetée lundi par l'Assemblée nationale, dernier développement en date de la bataille des retraites qui agite le pays depuis janvier. La coalition des partis de gauche Nupes avait déposé cette motion, la 17^e en un an, pour protester contre les «pressions» du gouvernement qui a fait adopter, sans vote au Parlement, la réforme relevant de 62 à 64 ans l'âge de la retraite, malgré des mobilisations massives dans la rue.

«Ce qui se joue aujourd'hui (...), c'est la possibilité de mettre un terme au discrédit que le gouvernement jette sur l'Assemblée nationale», a déclaré la cheffe des députés socialistes Valérie Rabault devant l'hémicycle, critiquant dans une ambiance houleuse la «duplicité» du gouvernement d'Elisabeth Borne. A la tribune, la Première ministre, nommée en mai 2022 par Emmanuel Macron, a défendu la «transparence» et la «cohérence» de son action tandis que le camp présidentiel voyait, dans cette nouvelle motion de censure, une «forme de tragique de répétition».

160 millions d'enfants forcés au travail à travers le monde

Pour la première fois en 20 ans, le travail des enfants est en augmentation», a déclaré lundi Gilbert F. Houngbo, directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT), à l'occasion de la Journée mondiale contre le travail des enfants. Selon l'OIT, 160 millions d'enfants, soit près d'un enfant sur dix dans le monde, sont soumis au travail. «Le pire, c'est que la moitié d'entre eux, soit 80 millions, le sont dans les formes les plus

dangereuses du travail de cette frange de la société. Il s'agit d'un travail qui menace réellement leur santé physique et mentale», a affirmé M. Houngbo dans un communiqué. Le nombre d'enfants âgés de 5 à 17 ans qui effectuent des travaux dangereux - définis comme un travail susceptible de nuire à leur santé, leur sécurité ou leur développement moral - a augmenté de plus de six millions depuis 2016, pour atteindre près

de 80 millions, a précisé l'OIT. Le chef de l'OIT estime que l'antidote au travail des enfants induit par la pauvreté est un travail décent pour les adultes afin qu'ils puissent subvenir aux besoins de leurs familles et envoyer leurs enfants à l'école et non au travail. Cette année, la Journée mondiale contre le travail des enfants est placée sous le thème «La justice sociale pour tous. Mettons fin au travail des enfants ! »

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

Le bras de fer actuel qui oppose les députés européens au sein de leur Parlement autour du grand sujet de la biodiversité est une preuve formelle que le monde n'est pas du tout disposé à entamer un tournant pour préserver l'environnement. A travers les débats souvent houleux, en tous lieux, comme au sein du Parlement de l'UE, la confrontation des idéologies presque guerrière entre l'ensemble des acteurs impliqués donne la nette impression qu'ils remplissent d'eau une citerne trouée.

A priori, il est d'abord question pour l'agriculture d'abolir l'utilisation des pesticides. Il est douteux qu'une telle sentence tiendrait pour un pays comme l'Espagne, grenier agricole européen, touchée par une terrible sécheresse et ruinant la majorité des fruitiers ibériens. Avec de nouvelles contraintes recommandées par les écologistes, reprendre pied pour eux représenterait une raillerie de mauvais goût. Il serait saugrenu de leur demander de préserver l'eau au moment où elle leur manque terriblement.

Le dérèglement climatique n'a pas non plus épargné la France, première

SUICIDES D'AGRICULTEURS

puissance agricole européenne où le nombre des suicides des agriculteurs se multiplie et où une lutte à mort est engagée pour une rentabilité salvatrice réclamée à cor et à cri dans leurs perpétuelles manifestations.

Face aux déboires dramatiques du moment, le problème de la sauvegarde de l'environnement est kafkaïen. Les exemples français et espagnol ne sont pas des faits isolés. Loin s'en faut, car le brûlant débat des parlementaires européens a la large faille qu'a produite la civilisation mondiale dominante avec ses incommensurables contradictions. La culture forcenée de la consommation en est le vecteur principal. Cette culture obéit à la règle de la production et de la productivité source du gain à n'importe quel prix. L'infamie course à la conquête du marché est antinomique avec la volonté de vouloir assagir la biosphère. C'est le mode de vie qui est à l'origine des crises et des guerres actuelles. S'attaquer, entre autres, aux avions en leur demandant de réduire drastiquement leurs vols est une bien désagréable plaisanterie. Sinon une grosse supercherie.

Publicité

مع
DJEZZY ROAMING
إبقوا على اتصال مع عائلاتكم
من البقاع المقدسة

دقيقة 300
مهداة نحو جازي

DJEZZY
جازي

ANEP N° 2316014881 Le Quotidien d'Oran 14/06/2023